

Loi sur le cinéma: la hache de guerre est enterrée

Après le renvoi au Conseil fédéral du projet de Loi fédérale sur la production et la culture cinématographiques par le Conseil des Etats¹ en mars dernier, un nouveau compromis a été trouvé avec les distributeurs et les exploitants (Procinema). Maintenant, la plupart des obstacles à son acceptation semblent être levés. Explications de Marc Wehrin, chef de la Section cinéma de l'Office fédéral de la culture (OFC).

Quels commentaires vous inspirent la conclusion d'un compromis avec Procinéma, huit mois après celui de Locarno, qui a capoté?

suite page 2



«Eloge de l'amour» de Jean-Luc Godard

Filmgesetz: Das Kriegsbeil ist begraben

Nach der ständerätlichen¹ Rückweisung des Bundesgesetzes über Filmproduktion und Filmkultur an den Bundesrat im vergangenen März wurde mit den Verleihern und Kinobetreibern (Procinema) ein neuer Kompromiss gefunden. Einer Genehmigung des Gesetzes scheint jetzt nichts mehr im Wege zu stehen. Ein Gespräch mit Marc Wehrin, Chef der Sektion Film des Bundesamtes für Kultur (BAK).

Wie beurteilen Sie den Kompromiss, der acht Monate nach dem gescheiterten Vorschlag von Locarno mit Procinema gefunden wurde?

Fortsetzung Seite 2

Editorial

Ces dernières semaines, les difficultés financières rencontrées par l'Agence suisse du court métrage ont passablement agité les milieux du cinéma. Pour éponger le déficit, la solution proposée consistait à réduire les charges salariales et les frais de façon draconienne en 2001. Restait encore à déterminer s'il fallait diminuer tous les postes de travail ou en supprimer. Finalement, et à une très faible majorité, l'assemblée générale du 23 mai a tranché en faveur de la seconde option. Alain Bottarelli, fondateur de l'institution, quittera donc ses fonctions à la fin du mois de juin. Et ce sont Philippe Clivaz, actuel directeur de l'Agence de Lausanne, et Simon König, responsable de l'antenne zurichoise, qui poursuivront à un rythme moins soutenu les activités de l'Agence créée, rappelons-le, en 1998. Ce régime minceur radical permettra-t-il de résoudre les problèmes de l'Agence ou ne s'agirait-il pas, après trois ans et demi d'existence, de se demander si une structure indépendante dédiée au seul court métrage est vraiment viable et efficace...? Ne conviendrait-il pas, compte tenu de la similitude des activités déployées, que la possibilité d'intégrer l'Agence du court dans le giron du Centre suisse du cinéma soit envisagée? La question est ouverte...

Françoise Deriaz

Die finanziellen Schwierigkeiten der Schweizer Kurzfilmagentur haben in den letzten Wochen die Filmszene einigermaßen bewegt. Die vorgeschlagene Lösung, um das Defizit zu bereinigen, sieht bei Löhnen und Kosten eine drakonische Reduktion für das Jahr 2001 vor. Bestimmt werden musste noch, ob man bei allen Arbeitsstellen Abstriche machen oder einige aufgeben wollte. Mit sehr schwacher Mehrheit hat die Generalversammlung am 23. Mai sich schliesslich für die zweite Option entschieden. Alain Bottarelli, der Gründer der Kurzfilmagentur, wird deshalb sein Amt auf Ende Juni aufgeben. Philippe Clivaz, der Direktor der Agentur in Lausanne, und Simon König, der Verantwortliche für den Zürcher Ableger, werden in einem weniger hohen Rhythmus die Aktivitäten der 1998 gegründeten Agentur weiterführen. Können mit diesem radikal verkleinerten Regime die Probleme der Agentur nun gelöst werden? Oder müsste man sich nach dreieinhalbjähriger Existenz nicht fragen, ob eine unabhängige, allein dem Kurzfilm gewidmete Struktur tatsächlich lebensfähig und effizient ist? Wäre es angesichts der ähnlich gelagerten Aufgaben nicht sinnvoll, die Integration der Kurzfilmagentur ins Schweizer Filmzentrum ins Auge zu fassen? Die Frage ist offen...

Françoise Deriaz

Sommaire/Inhalt

Cinésuisse: autoportrait/ Cinésuisse: eine Eigen- darstellung	3
Succès cinéma bis: pas encore tout à fait au point/ Succès cinéma bis: Noch nicht ganz am Ziel	10

Rubriques/Rubriken

Brèves/ Kurz	dès/ab 9
Communications	14
Productions	20
Festivals	21
Impressum	23

CINE bulletin – FILM
Abo-Hotline
0848 800 802

Loi sur le cinéma...

suite de la page 1

Je suis très content qu'on ait pu trouver un compromis sur les bases de notre concept, c'est-à-dire celui défini à Locarno, qui s'articule autour des trois principes suivants: l'obligation légale de promouvoir la diversité de l'offre; la mise en œuvre de cette obligation de manière autonome par la branche du cinéma et, en cas d'échec, la perception d'une taxe d'incitation destinée à encourager la diversité dans les localités et les régions où elle fait défaut. L'OFC s'occupera, pour sa part, des statistiques et de l'évaluation de la diversité de l'offre cinématographique, mais les mesures à prendre seront gérées de façon autonome par la branche.

Comment expliquez-vous l'échec du compromis de Locarno?

Le compromis de Locarno était excellent dans son principe, mais mauvais du point de vue de sa réalisation. Il prévoyait notamment d'instaurer une convention obligatoire et un

système d'amendes au lieu d'une taxe d'incitation, ce qui était une erreur. Il s'agit de garantir la diversité de l'offre, pas de réprimer des infractions de parcomètres... Il y a eu plusieurs malentendus dans la lecture du projet de loi du Conseil fédéral. Maintenant, après quelques ajustements de la rédaction et améliorations du texte, nous avons trouvé une solution qui reflète mieux l'esprit de Locarno et le concept du Département fédéral de l'intérieur.

Comment interprétez-vous l'attitude du Conseil des Etats, qui s'est retrouvé face à deux propositions – celle du Département fédéral de l'intérieur et celle de Ciné suisse-Procinema – et a renvoyé le tout au Conseil fédéral?



Marc Wehrli

Le Conseil des Etats a tenté de tout freiner car cette contre-proposition ne tenait pas debout. C'était d'ailleurs déjà l'avis de la Commission parlementaire de la science de l'éducation et de la culture (CSEC). Si, en mars, il y avait eu un réel débat au Conseil des Etats, tout aurait pu aller plus mal. Maintenant, nous avons au moins pu trouver quelque chose d'équilibré et d'encourageant pour les deux parties. J'espère dès lors qu'un réel dialogue avec les distributeurs et les exploitants va s'établir. Je pense que le «oui» actuel de Procinema est définitif et qu'il influencera les politiciens. Il faut donc contacter les parlementaires et essayer de leur tenir un discours cohérent. Pour que la loi passe, il faut continuer à montrer ses bons côtés, ce qui n'est pas uniquement une question d'argent. Cela dit, il y aura toujours des personnes qui continueront à s'opposer à l'encouragement de la diversité inscrite dans cette loi et à son but culturel, mais d'un certain point de vue, cette résistance apporte la preuve qu'il ne

s'agit pas d'une coquille vide, que la loi propose vraiment quelque chose en faveur de la diversité.

Que va-t-il se passer maintenant?

Il y aura un plénum du Conseil national en juin. Ensuite, le projet retournera au Conseil des Etats et la Commission science, éducation et culture va reprendre les dispositions du compromis, qui vont être introduites officiellement dans la loi. Il ne devrait pas y avoir de difficultés, car cette Commission était déjà très favorable à la loi. Nous verrons alors combien, parmi les vingt-sept personnes qui s'y opposaient, changeront d'avis; certains continueront sans doute à s'opposer au projet de loi, refuseront d'admettre qu'il s'agit d'une tâche de l'Etat et voudront s'occuper de tout eux-mêmes.

*Françoise Deriaz
Stéphane Gobbo*

1. Voir CB n° 307, mai 2001.

Filmgesetz...

Fortsetzung von Seite 1

Ich bin sehr glücklich, dass ein Kompromiss auf der Basis unseres Konzepts, beziehungsweise des Konzepts von Locarno geschlossen werden konnte. Er beruht hauptsächlich auf den folgenden drei Prinzipien: auf der gesetzlichen Verpflichtung zur Förderung der Angebotsvielfalt, der autonomen Umsetzung dieser Verpflichtung durch die Filmbranche und – falls dies nicht gelingt – der Erhebung einer Abgabe zur Förderung der kulturellen Vielfalt in Städten und Regionen, in denen sie nicht gewährleistet ist. Das BAK wird sich seinerseits mit den statistischen Aspekten der Evaluation des Filmangebots befassen; die zu ergreifenden Massnahmen fallen dann allerdings in den Verantwortungsbereich der Branche.

Wie erklären Sie das Scheitern des Kompromisses von Locarno?

Das dem Kompromiss von Locarno zugrunde liegende Prinzip war ausgezeichnet, schwie-

rig war eher dessen Umsetzung. Statt einer Lenkungsabgabe sah er eine Verbindlichkeitserklärung und ein Bussensystem vor, was ein Fehler war. Es geht darum, die Angebotsvielfalt zu wahren und nicht darum, «Parkbussen» zu verteilen... Der Gesetzesentwurf des Bundesrates wurde teilweise falsch ausgelegt. Jetzt, da gewisse Textstellen neu redigiert und verbessert wurden, verfügen wir über eine Lösung, die den Geist von Locarno und das Konzept des Eidgenössischen Departements des Innern besser widerspiegelt.

Wie interpretieren Sie die Haltung des Ständerates, der sich zwei Vorschlägen gegenüber – dem Vorschlag des Departements des Innern und dem Vorschlag von Ciné suisse-Procinema – und das Ganze an den Bundesrat zurückwies?

Der Ständerat versuchte, alles zu bremsen, denn dieser Gegenvorschlag hatte weder Hand noch Fuss. Diese Meinung vertrat übrigens auch die

parlamentarische Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK). Hätte im März im Ständerat eine echte Debatte stattgefunden, wäre Schlimmeres möglich gewesen. Jetzt haben wir wenigstens eine ausgeglichene und für beide Parteien ermutigende Lösung gefunden. Ich hoffe daher, dass mit den Verleihern und Kinobetreibern ein wirklicher Dialog möglich sein wird. Ich denke, dass das heutige «Ja» von Procinema definitiv ist und die Politikerinnen und Politiker beeinflussen wird. Jetzt müssen die Parlamentsmitglieder kontaktiert und in eine kohärente Diskussion eingebunden werden. Damit das Gesetz durchkommt, müssen weiterhin seine guten Seiten hervorgehoben werden, und das ist nicht nur eine Frage des Geldes. Dennoch wird es immer Leute geben, die sich gegen die in diesem Gesetz verankerte Förderung der kulturellen Vielfalt wehren, doch in gewisser Hinsicht beweist dieser Widerstand, dass es sich nicht um leeres Geschwätz handelt, sondern dass es dem Gesetzge-

ber tatsächlich um die Förderung der Angebotsvielfalt geht.

Und wie geht es nun weiter?

Im Juni wird sich der Nationalrat mit der Vorlage befassen, und dann geht der Entwurf zurück an den Ständerat. Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur wird sich mit den Bestimmungen des Kompromisses beschäftigen, die in die Gesetzgebung aufgenommen werden sollen. Dabei werden kaum Schwierigkeiten auftreten, da die Kommission dem Gesetzesentwurf gegenüber bereits sehr positiv eingestellt war. Wir werden dann sehen, wie viele der 27 Gegnerinnen und Gegner der Vorlage ihre Meinung ändern. Zweifellos wird es Politiker geben, die sich weiterhin gegen das Gesetz wehren. Sie werden nicht zugeben können, dass es sich um eine Bundesaufgabe handelt, sondern alles selbst in die Hand nehmen wollen.

*Françoise Deriaz
Stéphane Gobbo*

1. Siehe CB Nr. 307, Mai 2001

Cinésuisse: autoportrait

Les activités de Cinésuisse, association faitière des milieux professionnels suisses¹ sont peu connues. Que fait-elle et quelles sont ses perspectives? Que se passera-t-il après le départ de Dieter Meier du secrétariat de Cinésuisse? A ces questions et à quelques autres, quatre de ses membres, deux «nouveaux» (Jris Bischof et Frédéric Gonseth), et deux «anciens» (Alexander Tschäppät et Dieter Meier) ont accepté de répondre. Il en ressort des avis contrastés en forme de bilan.

Depuis sa création officielle, en mai 1999 (bien que les premiers statuts datent de 1986), Cinésuisse a principalement axé ses activités sur la nouvelle loi fédérale sur la culture et la production cinématographiques. D'abord, dès 1998, en confiant au groupe de travail Vision 2002 la mission de promouvoir la nouvelle loi et le «bond en avant»² auprès des parlementaires. Ensuite, l'été dernier à Locarno, en oeuvrant à un compromis censé régler le différend avec Procinema (distributeurs et exploitants) à propos de la taxe d'incitation visant à garantir la diversité de l'offre cinématographique sur les écrans suisses. Enfin, plus récemment, en s'associant à

une solution alternative au projet de loi soumis à l'approbation des Chambres par le Département fédéral de l'intérieur, toujours à propos de la fameuse taxe d'incitation.

Le départ de Dieter Meier du secrétariat de Cinésuisse – qui va se traduire par une perte considérable, tant en termes de compétences que financier – nous a incité à prendre le pouls de Cinésuisse. Les critiques de Robert Boner, apparues dans le dernier CB (N° 307, mai 2001: «Après le vote...», prise de position du GARP, Groupe auteurs, réalisateurs producteurs – en constitution), qui parlait de Cinésuisse comme d'un «mâchin» à revoir de fond en comble nous, ont convaincu qu'il

était temps de donner la parole aux acteurs de Cinésuisse.

A cet effet, CB a recueilli l'avis de quatre de ses représentants. A chacun d'eux, les cinq questions suivantes ont été posées:

1. A quoi sert Cinésuisse?
2. Quels sont, selon vous, les rôles respectifs que la Commission fédérale du cinéma et Cinésuisse doivent jouer dans le domaine de la politique du cinéma?
3. Dans quel but Cinésuisse a-t-il jugé utile de proposer une alternative au projet de nouvelle loi sur le cinéma de l'OFC?
4. Le départ de Cinésuisse de Dieter Meier (directeur de Suissimage), qui a assumé pratiquement et financièrement son secrétariat ces dernières années, risque-t-il de se traduire par une diminution des activités de l'association?
5. Quels sont les objectifs de Cinésuisse après la nouvelle loi sur le cinéma, c'est-à-dire

quels sont les questions centrales auxquelles l'association va ou devrait s'atteler?

Questions au Président de Cinésuisse, Alexander Tschäppät, Conseiller national

1. A quoi sert Cinésuisse?

La branche du cinéma est extrêmement hétérogène et les intérêts respectifs y sont parfois fortement divergents. Elle a donc souvent du mal à se faire entendre dans un contexte culturel et politique agité. L'idée, avec Cinésuisse, est de remédier à ce manque d'homogénéité. Cinésuisse veut rassembler tout le monde sous le même toit, des producteurs aux techniciens en passant par les réalisateurs, les distributeurs et les exploitants de salles, afin que la branche puisse se montrer forte et unie quand il s'agit de défendre ses intérêts, d'informer ou de faire entendre sa voix.

2. Commission fédérale du cinéma et Cinésuisse...

La Commission fédérale du ci-

Cinésuisse: eine Eigendarstellung

Die Aktivitäten von Cinésuisse, Dachverband der schweizerischen Film- und Audiovisionsbranche¹, sind wenig bekannt. Was sind ihre Ziele? Wie wird sich Dieter Meiers Rücktritt im Sekretariat auswirken? Vier Mitglieder – zwei «neue» (Jris Bischof und Frédéric Gonseth) und zwei «alte» (Alexander Tschäppät und Dieter Meier) – stehen Rede und Antwort: vier unterschiedliche Meinungen zu einem Thema.

Seit ihrer Gründung im Mai 1999 (die ersten Statuten stammen allerdings aus dem Jahre 1986) hat sich Cinésuisse hauptsächlich mit dem neuen Bundesgesetz über Filmproduktion und Filmkultur befasst. In einem ersten Schritt wurde 1998 die Arbeitsgruppe Vision 2002 beauftragt, den Parlamentsmitgliedern das neue Gesetz und den «Quantensprung»² schmackhaft zu machen. Dann versuchte Cinésuisse vergangenes Jahr in Locarno, einen Kompromiss zu erarbeiten, der die Meinungsverschiedenheit mit Procinema (Verleiher und Kinobetreiber) hinsichtlich der Lenkungsabgabe zur Wahrung der Angebotsvielfalt auf Schweizer Leinwänden beile-

gen sollte. Und schliesslich beteiligte sich Cinésuisse vor kurzem an der Ausarbeitung einer Alternativlösung zur Lenkungsabgabe im Gesetzesentwurf, den das Departement des Innern den beiden Kammern zur Genehmigung vorgelegt hatte.

Dieter Meiers Rücktritt – er wird im Cinésuisse-Sekretariat eine grosse Lücke hinterlassen, und zwar sowohl in Bezug auf seine Kompetenzen wie auch in Bezug auf die Finanzen – hat uns bewegt, Cinésuisse etwas auf den Zahn zu fühlen. Auch Robert Boners Kritik im letzten CB (Nr. 307, Mai 2001: «Nach der Abstimmung», Stellungnahme der im Entstehen begriffenen Groupe auteurs, réalisateurs, producteurs-

GARP), der Cinésuisse als «Dings» bezeichnete, dessen Identität nun vollumfassend überdacht werden müsse, hat uns überzeugt, dass es an der Zeit ist, den Akteuren von Cinésuisse das Wort zu geben.

CB hat vier Vertreterinnen und Vertreter um ihre Meinung gebeten. Allen wurden dieselben Fragen gestellt:

1. Wozu dient Cinésuisse?
2. Was sind Ihrer Ansicht nach die jeweiligen Rollen, welche die Eidgenössische Filmkommission und Cinésuisse in der Filmpolitik spielen sollten?
3. Aus welchem Grund hat Cinésuisse zur Lenkungsabgabe im neuen Filmgesetz eine Alternative vorgeschlagen?
4. Könnte der Abgang von Dieter Meier (Geschäftsführer der Suissimage), der in den letzten Jahren praktisch und finanziell das Cinésuisse-Sekretariat übernommen hat, zu einer Verminderung der Verbandsaktivitäten führen?
5. Welches sind die zentralen Fragen, mit denen sich Cinésuisse in Zukunft auseinandersetzen wird?

5. Welches sind die zentralen Fragen, mit denen sich Cinésuisse in Zukunft auseinandersetzen wird?

Fragen an Cinésuisse-Präsident Alexander Tschäppät, Nationalrat

1. Wozu dient Cinésuisse?

Die Filmbranche ist eine äusserst heterogene Branche mit teilweise stark divergierenden Interessen. Das führt dazu, dass sie es oft schwer hat, in einem kulturpolitisch umstrittenen Umfeld wahrgenommen zu werden. Die Idee hinter Cinésuisse ist es, dieses Manko zu beseitigen. Cinésuisse will von den Produzenten über die Verleiher und Kinobesitzer bis zu den Filmtechnikern und Filmautoren alle zusammenführen und damit die Voraussetzung dafür schaffen, dass die Branche im Bereich von Information, Diskussion und Interessenwahrung stark und geeint an die Öffentlichkeit treten kann.

néma est un organe de consultation de l'administration. Cinésuisse, par contre, est un instrument de la branche qui n'a, en soi, rien à voir avec les affaires de l'administration. Cependant, il est important pour nous d'avoir le meilleur contact possible avec cette dernière, c'est-à-dire la Section du cinéma. Qu'il s'agisse d'un organe de consultation de l'administration ou de la branche, les sujets et les objectifs sont souvent les mêmes. D'ailleurs, les intérêts de la Section du cinéma, de la Commission fédérale et de Cinésuisse se recoupent souvent.

3. Nouvelle loi du cinéma...

Cinésuisse ne peut rester indifférente lorsque Procinema et les distributeurs s'opposent à la taxe d'incitation. Face au conflit, un organe représentatif comme le nôtre se demande comment concilier et mettre sous le même chapeau des intérêts si divergents. Notre but était de trouver, à l'avance, une solution commune, afin d'éviter que la loi ne soit radicalement remise en question lors des délibérations du Parlement et, qu'une fois encore, des discussions un peu stériles sur le sens et la mission du cinéma suisse reviennent sur le tapis. Nous voulons tous une nou-

velle loi sur le cinéma et nous la voulons le plus rapidement possible. Nous avons maintenant trouvé un compromis acceptable par tous. A notre décharge, je dois dire que l'administration avait sous-estimé, de son côté, le conflit déclenché par la taxe d'incitation. Les délibérations au Conseil des Etats ont montré que les querelles intestines de la branche pouvaient aussi avoir des conséquences politiques.

4. Départ de Dieter Meier...

Dieter Meier nous a surtout aidés administrativement. Sa grande expérience du milieu nous a été très utile. Mais en raison de ses nombreuses activités, il ne pouvait consacrer qu'un temps restreint à Cinésuisse. D'un point de vue professionnel, sa démission est certainement une perte. Nous devons maintenant la prendre en compte pour optimiser les structures, afin de permettre à l'Association d'en ressortir renforcée.

5. Futur ...

La prochaine étape, après

l'adoption de la loi, sera de faire comprendre au Parlement que les investissements dans le cinéma ne sont pas de l'argent perdu. Pour l'image du pays, le film suisse peut jouer un rôle essentiel; la profession est aussi un acteur économique important et productif, ce qui légitime un engagement financier. Il faut le souligner, car à lui seul, l'argument culturel ne permet pas ce «bond en avant» que nous appelons de tous nos vœux. Quand, dans le contexte du débat politique, il s'agit de répartir différemment des moyens financiers déjà limités, il faut sans cesse mettre l'accent sur les retombées économiques positives de l'aide au cinéma. Par ailleurs, il faudra renforcer encore les liens entre l'administration, la Commission fédérale du cinéma et la branche. Il est décisif que nous collaborions plus étroitement et que le dialogue, surtout avec l'Office fédéral de la culture (OFC), s'améliore encore. Les ennemis sont déjà assez nombreux comme ça!



Alexander Tschäppät
Foto: Michael Sennhauser

2. Eidgenössische Filmkommission und Cinésuisse...

Die Eidgenössische Filmkommission ist ein Beratungsorgan der Verwaltung. Cinésuisse hingegen ist ein Branchenorgan und hat mit den Geschäften der Verwaltung direkt eigentlich nichts zu tun. Allerdings ist es uns natürlich wichtig, dass wir einen möglichst guten Draht in die Verwaltung, sprich: in die Sektion Film, haben. Ob Beratungsorgan der Verwaltung oder der Branche, die Themen und Zielsetzungen sind oft dieselben. Zudem überschneiden sich oft auch die Interessen der Sektion Film, der Filmkommission und von Cinésuisse.

3. Filmgesetz...

Cinésuisse kann es nicht egal sein, wenn Procinema und Verleiher mit der Lenkungsabgabe nicht einverstanden sind. Wir sind ein Branchenorgan und stehen in Fragen wie dieser vor der Schwierigkeit, völlig divergierende Interessen unter einen Hut zu bringen. Unser Ziel

war es, bereits im voraus eine gemeinsame Lösung zu suchen, damit in den Räten das Filmgesetz nicht grundsätzlich in Frage gestellt wird und nicht wieder eine dieser wenig fruchtbaren Diskussion über Sinn und Aufgabe des Schweizer Films entflammt. Wir alle wollen ein neues Filmgesetz, und wir wollen es möglichst rasch. Jetzt haben wir einen Kompromiss gefunden, der tatsächlich von allen getragen werden kann. Zu unserer Verteidigung muss ich sagen, dass seitens der Verwaltung der Konflikt rund um die Lenkungsabgabe unterschätzt worden ist. Die Beratung im Ständerat zeigte, dass diese brancheninterne Auseinandersetzung eben auch politische Konsequenzen hat.

4. Abgang Dieter Meier...

Dieter Meier hat uns vor allem administrativ und mit seinem grossen Knowhow unterstützt. Aufgrund seiner vielen weiteren Aktivitäten konnte er seine Zeit allerdings nur beschränkt für Cinésuisse aufwenden.

Vom Fachwissen her ist sein Abgang sicher ein Verlust. Wir müssen diese Tatsache nun zum Anlass nehmen, die Strukturen zu optimieren, damit der Verband gestärkt werden kann.

5. Zukunft ...

Das nächste Ziel nach der Verabschiedung des Filmgesetzes muss es sein, dem Parlament klar zu machen, dass Investitionen in den Schweizer Film nicht verlorenes Geld sind. Fürs Image des Landes kann der Schweizer Film eine ganz wesentliche Rolle spielen. Und auch aus wirtschaftlicher Sicht macht das finanzielle Engagement Sinn. Die Filmbranche ist ein wichtiger und produktiver Wirtschaftsfaktor. Dies zu betonen ist wichtig, denn die kulturpolitische Bedeutung des Schweizer Films alleine genügt wohl nicht, um den von uns allen angestrebten Quantensprung realisieren zu können. Wenn es in der politischen Diskussion darum geht, beschränkte finanzielle Mittel zu Gunsten des Films anders zu verteilen, dann muss man ver-

mehrt auf die positiven wirtschaftlichen Aspekte der Filmförderung hinweisen. Zudem müssen wir in Zukunft die Vernetzung zwischen Verwaltung, Filmkommission und Branche noch verstärken. Es ist entscheidend, dass wir enger zusammenarbeiten und dass insbesondere der Dialog mit dem Bundesamt für Kultur noch besser wird. Denn der Feinde sind dann immer noch genug.

Fragen an Jris Bischof, Geschäftsführerin des Verbandes Filmregie und Drehbuch Schweiz (FDS)

1. Wozu dient Cinésuisse?

Der Verband Filmregie und Drehbuch Schweiz engagiert sich in Cinésuisse vor allem aus folgenden Gründen: weil uns die Vielfalt des schweizerischen Filmschaffens ein Kernanliegen ist; weil film- und kulturpolitische Anliegen nur gemeinsam wirkungsvoll nach aussen vertreten werden können; weil wir der Überzeugung sind, dass die Verbesserung der Rahmenbedingungen für die

Questions à Jris Bischof, secrétaire générale de l'Association suisse des réalisatrices et réalisateurs de films (ARF)

1. A quoi sert Cinésuisse?

L'ARF s'engage dans Cinésuisse essentiellement pour les raisons suivantes: parce que la diversité de la création cinématographique suisse est pour nous une question fondamentale; parce que nos idées en matière de politique cinématographique et culturelle ne peuvent être défendues efficacement que si on les présente ensemble; parce que nous sommes convaincus que les conditions-cadres pour le développement et la prospérité d'une branche cinématographique et

audiovisuelle vivante et indépendante ne peuvent être réalisées que si les différents acteurs sont capables de s'unir sur les dossiers majeurs; parce que Cinésuisse est un réservoir d'idées pour la branche, une intersection importante du réseau, un lieu où les opinions s'échangent et se confrontent; parce qu'enfin, nous ne pouvons influencer sur l'image du cinéma suisse dans les médias et l'opinion publique qu'avec des stratégies communes.

2. Commission fédérale du cinéma et Cinésuisse...

En qualité de secrétaire générale de l'ARF, je représente les intérêts des réalisatrices et des réalisateurs dans Cinésuisse et, aux côtés d'Yves Yersin, dans la

Commission fédérale du cinéma. Celle-ci, comme commission extra-parlementaire (consultation et préparation de dossiers), a une fonction de charnière entre le Parlement, l'administration et la branche cinématographique. Elle est nommée par la Confédération et conseille les autorités sur toutes les questions importantes de culture et de politique cinématographiques ou d'application de la loi. C'est à elle que revient la compétence d'évaluer les concepts et les instruments d'aide au cinéma. Aux yeux de l'ARF, la Commission fédérale du cinéma devrait faire preuve de plus d'initiatives, en observant mieux les développements du paysage audiovisuel, en élaborant des prévisions et en les proposant ensuite à la discussion (en matière de formation, par exemple, ou de marché selon les régions linguistiques). Cinésuisse, par contre, est l'organisation (de droit privé) qui représente directement les intérêts de la branche et exerce une action de lobbying dans les domaines évoqués plus haut.

L'impulsion devrait partir de Cinésuisse, mais aussi des différentes associations. Ce sont elles qui devraient énoncer et défendre des idées qui ne sont pas forcément du goût de l'administration. L'action conjointe de Cinésuisse et de la Commission fédérale du cinéma nous semble importante.

3. Nouvelle loi du cinéma...

Ici, je ne peux répondre que du point de vue de l'ARF. Dans notre prise de position sur la nouvelle loi, nous avons salué la taxe d'incitation, car cet instrument devrait faciliter l'accès aux écrans suisses d'un très large éventail de films et de genres. Ce sont surtout les distributeurs et les exploitants qui se sont montrés irrités par cette disposition. Tout le monde, à Cinésuisse, s'accorde sur la nécessité d'une nouvelle loi moderne et efficace qui fonde rapidement l'assise juridique de Succès cinéma et qui permette plus de souplesse dans la répartition des crédits. C'est pour cette raison que Cinésuisse a cherché un compromis accep-



Jris Bischof

Entfaltung und das Gedeihen einer lebendigen und unabhängigen Film- und Audiovisionsbranche nur erreicht werden kann, wenn sich die verschiedenen Akteure über die Schwerpunkte einigen können; weil Cinésuisse für die Filmbranche ein wichtiges Gefäss der Vernetzung, des Austausch und der Meinungsbildungsprozesse bildet; weil wir nur mit gemeinsamen Strategien das Image des Films aus der Schweiz in der Medien- und Öffentlichkeitsarbeit beeinflussen können.

2. Eidgenössische Filmkommission und Cinésuisse...

Die Anliegen der Filmautorinnen und -autoren vertrete ich in meiner Funktion als FDS-Geschäftsführerin in Cinésuisse und zusammen mit Yves Yersin in der eidgenössischen Filmkommission EFK. Die EFK hat als ausser-parlamentarische Kommission (Beratung und Vorbereitung von Ge-

schäften) eine Scharnierfunktion zwischen Parlament, Verwaltung und Filmbranche. Sie wird vom Bund eingesetzt und berät die Behörden in allen wichtigen Fragen der Filmkultur, der Filmpolitik und des Vollzugs des Gesetzes. Auch ist sie für die Evaluation etwa der Förderkonzepte und -instrumente zuständig. Aus Sicht des Verbandes sollte die EFK vermehrt selber die Initiative ergreifen und die Entwicklungen in der Filmlandschaft reflektieren, mögliche Visionen ausarbeiten und dann zur Diskussion stellen (zum Beispiel bei der Aus- und Weiterbildung oder bezüglich der sprachregionalen Marktbedingungen). Cinésuisse hingegen ist die (privatrechtlich organisierte) Organisation für die direkte Interessensvertretung der Filmbranche in der Öffentlichkeit und betreibt Lobbying in den obgenannten Bereichen. Cinésuisse, aber auch die einzelnen Verbände, sollten

Impulse und Ideen aufgreifen und weiterverfolgen, welche nicht immer im Interesse der Verwaltung sein müssen. Wichtig scheint uns die Wechselwirkung zwischen Cinésuisse und Filmkommission.

3. Filmgesetz...

Ich kann die Frage nur aus Sicht des FDS beantworten. In unserer Stellungnahme zum neuen Filmgesetz begrüßten wir die Lenkungsabgabe, da mit diesem Instrument erreicht werden sollte, dass auf den Schweizer Kinoleinwänden möglichst viele Filme und Filmgenres eine angemessene Chance erhalten und auch gezeigt zu werden. Insbesondere die Verleiher und Kinobesitzer hatten Probleme mit dieser Bestimmung. In Cinésuisse war allen klar, dass es schnellstmöglich ein modernes und wirkungsorientiertes Filmgesetz braucht, mit welchem Succès Cinéma eine gesetzliche Grundlage erhält und eine flexiblere Budgetierung des Filmkredits möglich wird. Aus diesem Grund suchte Cinésuisse

eine Kompromisslösung, hinter der die ganze Branche stehen kann, damit das Gesetz ohne Komplikationen im Parlament beraten werden kann. Im März 2001 hat der Ständerat als erstberatende Kommission das Filmgesetz zur Überraschung aller mit 27 zu 12 Stimmen an den Bundesrat zurückgewiesen. Unterdessen hat die Kommission des Nationalrates Eintreten beschlossen. Die Filmautorinnen und -autoren hoffen nun, dass im Parlament schnell ein praktikable Lösung für die Wahrung der kulturellen Vielfalt gefunden wird, so dass das Gesetz wie geplant im Jahr 2002 in Kraft treten kann.

4. Abgang von Dieter Meier...

Klar ist, dass Dieter Meier aufgrund seiner menschlichen und fachlichen Kompetenz eine Lücke hinterlassen wird. Unabhängig vom Wechsel in der Führung von Cinésuisse stellt sich sicher die Frage, wie es nach der Einführung des neuen Filmgesetzes und nach Erreichung des Quantensprungs weitergeht. Themen

table pour l'ensemble de la branche, afin d'éviter toute complication au Parlement. Mais à la surprise générale, en mars dernier, le Conseil des Etats a renvoyé le projet au Conseil fédéral, en première lecture et à 27 voix contre 12. Entre-temps, la commission du Conseil national s'est prononcée favorablement. Les réalisatrices et réalisateurs espèrent à présent que le Parlement trouvera rapidement une solution praticable pour la défense de la diversité culturelle, de telle sorte que la loi puisse entrer en vigueur, comme prévu, en 2002.

4. Départ de Dieter Meier...

C'est clair, Dieter Meier laissera un vide derrière lui, surtout pour ses compétences humaines et professionnelles. Mais, indépendamment du changement à la tête de Cinésuisse, on

peut se demander ce qu'il adviendra ensuite, après l'introduction de la nouvelle loi sur le cinéma et l'adoption du «bond en avant». Les sujets de discussion ne manquent pas.

5. Futur...

Outre la loi sur le cinéma, le «bond en avant» et le New Deal³, EuroInfo MediaDesk restera sûrement un thème d'actualité. Beaucoup de personnes ignorent qu'EuroInfo MediaDesk fait également partie de Cinésuisse. Ici aussi, l'avis de Cinésuisse, avec celui de la Section du cinéma, risque d'être rapidement sollicité, que ce soit dans la perspective d'un retour de la Suisse dans le programme européen Media ou dans celle du positionnement de MediaDesk comme organisation indépendante de la branche ou comme instance de l'OFC. Enfin, il est important

pour moi que le dialogue direct avec l'OFC, c'est-à-dire avec la Section du cinéma, mais aussi avec les représentantes et représentants de la Commission fédérale du cinéma, soit sans cesse réactivé dans l'intérêt de la diversité et de la vitalité de la création cinématographique suisse.

Questions à Dieter Meier, directeur de Suissimage, secrétaire sortant de Cinésuisse

1. A quoi sert Cinésuisse?

Cinésuisse a été créée dans le but de doter la profession d'une association forte destinée à améliorer les contacts sur les plans économique, politique et social, qui soit aussi un lieu d'échange d'informations et de réflexion. En conséquence, toutes ces associations se sont unies sur la base du plus petit dénominateur commun...

2. Commission fédérale du cinéma et Cinésuisse...

La Commission fédérale du cinéma est un organe consultatif

de l'administration, tandis que Cinésuisse est une association de la branche défendant d'autres intérêts. Il faut préciser que seules les associations dont les membres sont actifs dans la branche peuvent faire partie de Cinésuisse. Suissimage, par exemple, ne peut adhérer à Cinésuisse. Avant chaque session du gouvernement, nous avons eu une séance du Comité de Cinésuisse avec Marc Wehrin, chef de la Section du cinéma de l'OFC, afin de garantir un alignement de nos positions, ce qui est très important.

3. Nouvelle loi du cinéma...

Il était souhaitable pour toute la branche de marcher ensemble. Nous avons besoin d'une solution pour que la loi passe le plus vite possible au Parlement. Nous savions que les distributeurs et les cinémas avaient des problèmes avec la taxe d'incitation. L'année dernière à Locarno, nous avons recherché une solution rapide afin que la branche apparaisse unie. Nous ne voulions pas de discussions interminables et



Dieter Meier
Foto: Michael
Sennhauser

gibt es genug.

5. Zukunft...

Nebst Filmgesetz, Quantensprung und New Deal³ wird sicher das EuroInfo MediaDesk ein Thema sein. Viele Leute wissen nicht, dass das EuroInfo MediaDesk auch zu Cinésuisse gehört. In diesem Bereich wird Cinésuisse in Zusammenarbeit mit der Sektion Film sicher bald gefordert sein, sei dies bezüglich des Wiedereintritts der Schweiz ins europäische Mediaprogramm, sei dies bezüglich der Positionierung des Desk als unabhängige Branchenorganisation oder als Fachstelle des Bundesamt für Kultur. Schliesslich ist mir persönlich wichtig, dass der direkte Dialog untereinander, mit dem Bundesamt für Kultur, namentlich der Sektion Film, aber auch mit Vertreterinnen und Vertretern der eidgenössischen Filmkommission im Interesse eines vielfältigen und vitalen Schweizer Filmschaf-

fens vermehrt genutzt und gepflegt wird.

Fragen an Dieter Meier, Direktor von Suissimage und scheidender Sekretär von Cinésuisse

1. Wozu dient Cinésuisse?

Cinésuisse wurde gegründet, um der Filmbranche durch einen repräsentativen Verband mehr Gewicht zu geben und die Kontakte auf wirtschaftlicher, politischer und sozialer Ebene zu verstärken. Ausserdem sollte sie dem Informations- und Gedankenaustausch dienen. In diesem Sinn haben sich die zahlreichen Branchenverbände auf der Basis des kleinsten gemeinsamen Nenners zusammengeslossen.

2. Eidgenössische Filmkommission und Cinésuisse...

Die Eidgenössische Filmkommission ist ein konsultatives Verwaltungsorgan, während Cinésuisse ein Branchen-

verband ist, der andere Interessen vertritt. Es sei an dieser Stelle darauf hingewiesen, dass nur jene Verbände der Cinésuisse beitreten können, deren Mitglieder in der Filmbranche aktiv sind. Zum Beispiel ist Suissimage der Zutritt zu Cinésuisse verwehrt. Vor jeder Regierungssession trifft sich der Vorstand von Cinésuisse mit Marc Wehrin, Chef der Sektion Film des BAK, um die Positionen zu koordinieren, was sehr wichtig ist.

3. Neues Filmgesetz ...

Alle sollten am selben Strick ziehen, lautete der ursprüngliche Wunsch der Filmbranche. Wir hofften auf eine möglichst rasche Genehmigung des Gesetzes im Parlament. Wir wussten, dass die Verleiher und Kinobetreiber von der Lenkungsabgabe nicht begeistert waren. Im vergangenen Jahr suchten wir in Locarno nach einem Konsens. Wir wollten langwierige Diskussionen und Streitigkeiten vermeiden. Der gemeinsame Standpunkt der Branche wurde vom Ständerat jedoch nicht berücksich-

tigt – was Procinema gar nicht gefiel. Inzwischen haben Regierungs- und Branchenvertretungen einen neuen Kompromiss erarbeitet, der auf ein «Ende gut, alles gut» hoffen lässt.

4. Ihr Rücktritt von Cinésuisse...

Ich verlasse Cinésuisse, weil ich zu wenig Zeit hatte, mich ihr widmen und ausschliesslich mit administrativen Angelegenheiten beschäftigt war. Cinésuisse braucht jemanden, der sich stärker engagiert und vor allem verfügbarer ist. Neue Ideen sind gefragt, nicht nur Stellungnahmen zu neuen Gesetzen.

5. Zukunft...

Wir haben Corinne Kuenzli als neue Sekretärin gewählt. Die strukturellen Fragen wurden allerdings noch nicht bereinigt. Ich hoffe, dass einer der Verbände nun mehr Initiative zeigen und mit konkreten Vorschlägen aufwarten wird. Die Frage des New Deal ist noch offen. Zwischen den verschiedenen Cinésuisse-Verbänden

de bagarres. Finalement, la position commune de la branche n'a pas été prise en compte par le Conseil des Etats – ce qui n'a pas plu à Procinema, mais on est quand même arrivé à un nouveau compromis entre l'administration, les milieux politiques et la branche qui laisse augurer d'un «tout est bien qui finit bien».

4. Votre départ de Cinésuisse...

Je me retire de Cinésuisse car je ne n'avais que peu de temps à lui consacrer et ne m'occupais que de l'administration. Il faudrait, pour l'Association, quelqu'un qui s'engage plus et soit surtout plus disponible. Il faudrait des idées nouvelles, et non pas uniquement des prises de position concernant des nouvelles lois.

5. Futur...

Nous avons élu une nouvelle secrétaire en la personne de Corinne Kuenzli, mais les questions structurelles sont encore en discussion. J'espère que l'une des associations prendra maintenant plus d'initiatives et

amènera des propositions concrètes. La question du New Deal est encore ouverte. Il faut trouver une synergie entre les diverses associations de Cinésuisse.

Questions à Frédéric Gonseth, président de L'ARC Association romande du cinéma

1. A quoi sert Cinésuisse?

Comme dans la Suisse du XVII^e siècle, Cinésuisse essaie de coordonner les intérêts divergents ou convergents de diverses parties d'un pays petit par ses dimensions, mais vaste en contradictions et différences. A l'époque, une Diète avait été constituée pour le gouverner. Mais elle n'y arrivait pas parce que chaque délégué jouissait du droit de veto, si bien que les plus petits pouvaient bloquer toute la machine. A l'instar de la Diète, Cinésuisse essaie donc de rapprocher les points de vues d'associations qui passent leur temps à se tirer dans les pattes... Ce projet est bien sûr louable, mais la motivation commune n'est pas suffisam-

ment forte pour surmonter les querelles de chapelle. En lieu et place de se définir comme la «branche du cinéma suisse», la profession doit devenir un tronc vertical avec de solides racines.

2. Commission fédérale du cinéma et Cinésuisse...

La Commission fédérale du cinéma est un organe totalement étatique, une chambre de consultation. Cinésuisse se veut une autre organisation avec une capacité d'initiative autonome, une action commune de la branche. La Commission fédérale peut dialoguer, créer un débat, mais ne peut pas agir. Cinésuisse est en quelque sorte un syndicat. Nous pouvons par exemple publier un tract ou organiser un rassemblement.

3. Nouvelle loi du cinéma....

L'alternative s'est bornée à sui-

vre la voie des négociations directes avec Procinema, alors qu'il existait des négociations parallèles avec la Section du cinéma. Evidemment, cela ne pouvait qu'engendrer des problèmes. Il fallait effectuer une seule et même négociation avec toutes les parties. Cinésuisse a été trop actif; elle a cru devoir jouer un rôle qui finalement s'est avéré néfaste.

4. Départ de Dieter Meier...

Le départ de Dieter Meier risque d'aboutir à une diminution des activités de l'Association. Il représentait une force intégrative et insufflait de la cohésion à une branche qui part constamment dans tous les sens. Il était le pilote d'une sorte de bateau ivre et je ne vois personne capable de le remplacer. L'avenir de Cinésuisse est par conséquent incertain.



Frédéric Gonseth

müssen Synergien hergestellt werden.

Fragen an Frédéric Gonseth, Präsident von ARC (Association romande du cinéma)

1. Wozu dient Cinésuisse?

Wie in der Schweiz des 18. Jahrhunderts versucht Cinésuisse, die divergenten und konvergenten Interessen in einem Land zu koordinieren, das hinsichtlich seiner Dimensionen klein, hinsichtlich der Widersprüche und Unterschiede aber gross ist. Zu jener Zeit fanden Tagsatzungen zur Behandlung gemeinsamer Angelegenheiten statt, was schwierig war, da jeder Gesandte ein Vetorecht hatte. Dadurch konnten auch die Kleinsten alles blockieren. Nach dem Vorbild jener Tagsatzung versucht Cinésuisse, die Standpunkte der sich oft gegenseitig behindernden Verbände auf einen gemeinsamen Nenner zu bringen. Dies ist natürlich sehr lobenswert, doch die gemeinsame Motivation reicht nicht aus, um die Differenzen zu beseiti-

gen. Anstatt sich als «Branche» (Ast) des Schweizer Filmwesens zu definieren, muss dieser Berufsstand zu einem aufrechten «Stamm» mit festen Wurzeln werden.

2. Eidgenössische Filmkommission und Cinésuisse...

Die Eidgenössische Filmkommission ist ein staatliches Organ mit Beraterfunktion. Cinésuisse sieht sich als eine Organisation, die selbständig Initiativen ergreift und im Namen der Branche handelt. Die Eidgenössische Kommission kann in einen Dialog treten, eine Debatte in die Wege leiten, aber sie kann nicht handeln. Cinésuisse ist gewissermassen eine Art Gewerkschaft. Wir können beispielsweise Flugblätter verfassen oder eine Versammlung einberufen.

3. Neues Filmgesetz ...

Es ging darum, alle Parteien an einen Verhandlungstisch zu bringen. Cinésuisse war allzu aktiv; sie glaubte, eine Rolle spielen zu müssen, die sich letzten Endes als unheilvoll erwies.

4. Dieter Meiers Rücktritt von Cinésuisse ...

Dieter Meiers Rücktritt könnte eine Verringerung der Aktivitäten von Cinésuisse nach sich ziehen. Er war eine integrierende Persönlichkeit und förderte das Gefühl von Zusammenhalt in einer Branche, die ständig an verschiedenen Stricken zieht. Er wurde zum Kapitän eines schwankenden Schiffes, und ich kann mir keinen ebenbürtigen Ersatz vorstellen. Die Zukunft von Cinésuisse ist daher höchst ungewiss.

5. Zukunft...

Als Erstes müssen wir eine wirksame Lobby bilden, die fähig ist, die absolut notwendige Erhöhung der Filmkredite zu erwirken – davon sind wir noch weit entfernt. Wir müssen ein Parlament überzeugen, das der Filmkultur gegenüber von Grund auf skeptisch eingestellt ist. Dann müssen wir eine umfassende Informationskampagne an die Adresse der Politi-

kerinnen und Politiker, der Medien und des Publikums lancieren. Wir müssen grosse politische Arbeit leisten, um das Schweizer Publikum davon zu überzeugen, dass eine Unterstützung der Kino- und Fernsehfilmproduktion unerlässlich ist. 1992 wurde die Schweiz mit der Isolationismuskrankeheit infiziert, die es jetzt zu behandeln gilt, da sie für das Filmwesen tödlich ist. Wir müssen gegenüber der Europäischen Kommission in Brüssel eine sichtbare Politik betreiben.

Im Hinblick darauf sollten wir als Branche gemeinsame Ziele formulieren, doch gegenwärtig ist Cinésuisse nicht viel mehr als ein leeres Gehäuse ... Meines Erachtens müsste eine Generalversammlung der Schweizer Filmbranche einberufen werden, mit dem Ziel, eine Organisation zu gründen – möglicherweise unter Beibehaltung des Namens Cinésuisse –, in der die Verbände

5. Futur...

Nous avons besoin en priorité de former un lobby efficace et capable d'obtenir l'indispensable augmentation des crédits pour le cinéma. Pour cela, nous devons d'abord convaincre un Parlement foncièrement méfiant à l'égard de la culture cinématographique et mener un travail gigantesque d'information en direction des politiciens, des médias et du public. Nous devons fournir un effort politique énorme pour convaincre le peuple suisse qu'il est indispensable de soutenir le cinéma et la création télévisuelle. En 1992, la Suisse a attrapé la maladie de l'«isolationisme» qu'il faut maintenant soigner. Vis-à-vis de la Commission européenne de Bruxelles, il nous faut une politique visible.

Pour cela, il faudrait définir des orientations communes à toute la branche, mais pour l'instant, Cinésuisse n'est qu'une coquille vide... A mon sens, il s'agirait de convoquer des Etats généraux du cinéma suisse afin de fonder une organisation – qui pourrait peut-

être garder le nom de Cinésuisse, mais sans son côté «Diète» et sans que les associations puissent y défendre leurs intérêts particuliers – à laquelle les adhésions seraient individuelles. Cette organisation fonctionnerait comme une sorte de parti politique ou de groupe d'intérêts voué à la défense du cinéma. Pour donner le ton, L'ARC pourrait par exemple se dissoudre... Il ne s'agit pas de préconiser la dissolution des associations, mais de les inviter à ne plus être les piliers de Cinésuisse et à inciter leurs membres à adhérer individuellement à une nouvelle organisation nationale unifiée que pourrait fonder des Etats généraux du cinéma. Celle-ci pourrait fonctionner en groupes de travail qui œuvreraient dans l'intérêt général et ne seraient pas tenus de rendre des comptes aux associations. Sous sa forme actuelle, Cinésuisse est infantilisante et bureaucratique. Personne ne peut véritablement se mouiller et croire à une cause commune. Le dénominateur commun est la défense des intérêts

corporatistes et tout le monde se replie sur ses petits problèmes. A L'ARC, nous avons essayé de proposer des solutions d'ensemble, mais elles n'ont suscité jusqu'ici que la méfiance...

*Françoise Deriaz
Thomas Allenbach*

1. Associations membres Cinésuisse, Association faîtière du cinéma et de l'audiovisuel.

Conseil d'administration: président: Alexander Tschäppät, Conseiller national; membres: Bruno Moll (FDS), Philippe Probst (FTB), Astrid Schaer (SSFV), Theres Scherer (SFP); secrétaire: Corinne Kuenzli.

Membres de l'Association: Association romande du cinéma ARC

(Frédéric Gonseth, Jean-Michel Cruchet); Association suisse des réalisatrices et réalisateurs de films ARF (Bruno Moll, Jris Bischof); Association suisse des industries techniques de l'image et du son ASITIS (Philippe Probst, Ruedi Schick Fuhrer); Groupement suisse du film d'animation GSA (Rolf Bächler, Béatrice Reichhart); Procinéma, Association suisse des exploitants et distributeurs de films (Felix Hächler, Vital Epelbaum); Association suisse des producteurs de films ASDF (Felix Hächler, Daniel Beier); Syndicat suisse film et vidéo SSFV (Astrid Schaer, Daniel Gibel); Association suisse du cinéma d'art ASCA (Felix Hächler, Bea Cuttat).

2. Augmentation substantielle de l'aide au cinéma par la Confédération.

3. New Deal: ensemble des démarches en cours visant à coordonner les efforts de promotion du cinéma suisse de Pro Helvetia, du Centre suisse du cinéma et de l'Agence du court métrage.

ihre Eigeninteressen nicht mehr durchsetzen könnten und die aus Einzelmitgliedern bestünde. Diese Organisation würde wie eine politische Partei oder eine Interessengruppe funktionieren, die sich der Förderung des Films verschrieben hat. Im Sinne eines Vorbilds könnte sich die ARC auflösen, obwohl es natürlich nicht darum geht, die Auflösung der Verbände zu propagieren. Vielmehr sollen sie ihre Mitglieder dazu ermutigen, einer im Rahmen der Generalversammlung der Branche zu gründenden, neuen nationalen Organisation individuell beizutreten. Diese würde im allgemeinen Interesse handeln und wäre den verschiedenen Verbänden keine Rechenschaft schuldig. In ihrer heutigen Form ist Cinésuisse unflügge und bürokratisch. Niemand scheint sich für eine gemeinsame Sache wirklich engagieren zu wollen. Der gemeinsame Nenner ist die Verteidigung berufständischer Interessen, wobei jede und jeder Einzelne sich mit seinen eigenen kleinen Proble-

men beschäftigt. Die ARC hat immer wieder Lösungen im allgemeinen Interesse vorgeschlagen, denn letztlich sind es immer die «übergeordneten» Lösungen, die etwas bewirken.

*Françoise Deriaz
Thomas Allenbach*

1. Dachverband der Schweizerischen Film und Audiovisionsbranche:

Vorstand: Präsident: Alexander Tschäppät, Nationalrat; Mitglieder: Bruno Moll (FDS), Philippe Probst (FTB), Astrid Schaer (SSFV), Theres Scherer (SFP); Sekretärin: Corinne Kuenzli.

Verbandsmitglieder: Verband der Filmschaffenden der französischen Schweiz ARC (Frédéric Gonseth, Jean-Michel Cruchet); Verband Filmregie und Drehbuch Schweiz FDS (Bruno Moll, Jris Bischof); Schweizerischer Verband Filmtechnischer Betriebe FTB (Philippe Probst, Ruedi Schick Fuhrer); Schweizer Trickfilmgruppe STFG (Rolf Bächler, Béatrice Reichhart); Procinéma, Schweizerischer Verband für Kino und Filmverleih (Felix Hächler, Vital Epelbaum); Schweizerischer Verband der FilmproduzentInnen SFP (Theres Scherer, Willi Egloff); Schweizer Film und Video Produzenten SFVP (Urs Wäckerli, Urs Frey); Schweizerischer Filmverleiher-Verband SFV (Felix Hächler, Daniel Beier); Schweizer Syndikat Film und Video SSFV (Astrid Schaer, Daniel



«117, police secours», documentaire de Raphaël Sibilla présenté lors de la manifestation «Vaud filme» à la Cinémathèque suisse en juin

Gibel); Schweizer Studiofilmverband SSV (Felix Hächler, Bea Cuttat).

3. Substantielle Erhöhung der Bundesfilmförderung.

2. New Deal: Gesamtheit der Massnahmen zur Koordination der Bemühungen der Pro Helvetia, des Schweizerischen Filmzentrums und der Kurzfilm-Agentur Schweiz im Hinblick auf die Förderung des Schweizer Films.

COMMISSION CANTONALE DE PHOTOGRAPHIE
ET DE CINEMA**Prix 2001 du cinéma décerné par
le canton de Berne**

Cette année encore, la Commission cantonale de photographie et de cinéma décernera un prix du cinéma. Peuvent être présentés les films de fiction, les documentaires, les films d'animation, les films expérimentaux et les films vidéo.



Les réalisateurs ou producteurs doivent être domiciliés dans le canton de Berne, respectivement y avoir leur siège social, et/ou les films doivent présenter un lien significatif avec les activités cinématographiques professionnelles du canton. En cas de doute, la commission décide de l'admission des films présentés.

En vue de l'attribution éventuelle d'un prix de la musique de films, un jury indépendant, constitué de membres de la Commission cantonale de musique, visionnera également les films en concours.

Le jury acceptera les inscriptions jusqu'au
15 août 2001.

Les conditions exactes du règlement du prix du cinéma et les formulaires d'inscription seront envoyés dès le 15 juin 2001 aux intéressés qui en auront fait la demande préalable par fax (031 633 87 80), par e-mail: ak@erz.be.ch ou par écrit à la Direction de l'instruction publique, Office de la culture, Commission cantonale de photographie et de cinéma, Sulgeneckstrasse 19, 3007 Berne.

KANTONALE KOMMISSION FÜR FOTO UND FILM

Filmpreise des Kantons Bern 2001

Die kantonale Kommission für Foto und Film lädt bernische Filmschaffende bzw. Produzentinnen und Produzenten dazu ein, ihre Produktionen zur Visionierung für den Filmpreis 2001 anzumelden. Zur Auszeichnung werden professionell hergestellte Spiel-, Dokumentar-, Trick-, Experimental- und Videofilme zugelassen.



Die Filmschaffenden bzw. Produzierenden müssen im Kanton Bern ihren Wohnsitz bzw. Geschäftssitz haben und/oder die Filme müssen einen wichtigen Bezug zur professionellen Filmszene des Kantons aufweisen. In Zweifelsfällen entscheidet die Kommission über die Zulassung der angemeldeten Filme.

Mitglieder der kantonalen Musikkommission visionieren als unabhängige Jury die Wettbewerbsbeiträge im Hinblick auf die mögliche Vergabe von Filmmusikpreisen.

Anmeldungen für die Auszeichnungen sind bis
15. August 2001 zuhanden der Jury einzureichen.

Das Reglement und die Anmeldefomulare, welche ab dem 15. Juni 2001 verschickt werden, können per Fax (031 633 87 80), e-mail: ak@erz.be.ch oder schriftlich angefordert werden bei der Erziehungsdirektion des Kantons Bern, Amt für Kultur, Geschäftsstelle der kantonalen Kommission für Foto und Film, Sulgeneckstrasse 19, 3007 Bern.

Nominations à la TSR

Gilles Pache, producteur de l'émission Temps Présent, a été nommé responsable de l'unité des magazines d'information. Pierre-François Chatton, pour sa part, prendra la direction des services généraux du programme de la TSR.

Etudier le cinéma

L'Université de Genève organise des cours de cinéma portant sur le décryptage des moyens auxquels les réalisateurs recourent pour développer une histoire, élaborer la psychologie des personnages et suggérer une vision de la société et du monde.

Les 8, 9 et 10 juin. Renseignements:
022 705 77 05 ou www.unige.ch/acultu.

Le cinéma vaudois en fête

La Fondation vaudoise pour le cinéma, la Cinémathèque suisse, la revue suisse de cinéma FILM, Microciné et l'Agence suisse du court métrage organisent une manifestation intitulée «Vaud filme, la fête de ceux qui font et regardent le cinéma vaudois». Durant deux jours, le public pourra voir les films tournés ou produits dans le Canton. Outre la volonté de réunir professionnels du 7e art et spectateurs dans une atmosphère festive, réalisateurs et producteurs vaudois désirent montrer le dynamisme de leur cinéma. Ainsi, les projections s'enchaîneront à la Cinémathèque où l'on pourra par exemple découvrir «Thelma» (en avant-première) de Pierre-Alain Meier, «117, Police secours» de Raphaël Sibilla et bien d'autres films encore. Au Zinéma – toute nouvelle salle obscure – seront projetées des premières œuvres des années 60-70. Enfin, un débat sur le thème de l'exploitation en Suisse romande se déroulera le samedi dans le jardin du Casino.

Les 22 et 23 juin à la Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon, et au Zinéma, Maupas 4, Lausanne.

**Rapport d'activité de
LACS**

L'Association Les amis de la Cinémathèque suisse (LACS) a présenté son rapport d'activité de l'année 2000. Créée en 1996, elle soutient l'institution en contribuant à son rayonnement dans le pays en faisant circuler ses programmes et en collectant des fonds pour ac-

quérir des nouvelles copies ou restaurer des chefs-d'œuvre. L'année passée, les efforts de LACS ont permis d'acheter ou de sauver «Les aventures du prince Ahmed» (1926) de Lotte Reiniger, «Contes de la lune vague après la pluie» (1953) de Kenji Mizoguchi, «Sur le pavé de Berlin» (1931) de Phil Jutzi, «Nazarin» (1958) de Luis Buñuel, «La cinquième victime» (1956) de Fritz Lang, «Mort à Venise» (1970) de Luchino Visconti et «Portrait de Dorian Gray» (1944) d'Albert Lewin.

**Tätigkeitsbericht von
LACS**

Der Verein "Les amis de la Cinémathèque suisse" (LACS) hat seinen Jahresbericht 2000 veröffentlicht. Der 1996 gegründete Verein unterstützt die Cinémathèque durch Verbreitung ihrer Programme und durch Bereitstellung von Geldern für den Kauf neuer Kopien oder für die Restaurierung von Meisterwerken. Im vergangenen Jahr konnten dank der Bemühungen von LACS die folgenden Werke gekauft oder gerettet werden: «Die Abenteuer des Prinzen Achmed» (1926) von Lotte Reiniger, «Contes de la lune vague après la pluie» (1953) von Kenji Mizoguchi, «Berlin Alexanderplatz» (1931) von Phil Jutzi, «Nazarin» (1958) von Luis Buñuel, «While the City Sleeps» (1956) von Fritz Lang, «Morte a Venezia» (1970) von Luchino Visconti und «The Picture of Dorian Gray» (1944) von Albert Lewin.

**Périple festivalier des
«Figures de Barbarie» («Al-
sabbar»)**

A ce jour, le documentaire de Patrick Bürge sur l'exil palestinien a été présenté dans un nombre impressionnant de manifestations: Festival Visions du réel, Festival de Carthage (Tunisie), Filmfest Braunschweig (Allemagne), Documentary Festival d'Olival Basto (Portugal), Documentary Filmfestival d'Amsterdam, Journées cinématographiques de Soleure, Arab Short Festival de New-York, Filmfestival de Munich, Festival de Cannes. Il a été diffusé en outre par plusieurs chaînes de télévision palestiniennes.

Succès cinéma bis: pas encore tout à fait au point

Succès cinéma bis est le nom de l'aide à la distribution instaurée par la Confédération pour remplacer l'ancienne CID¹. Perfectionné en cours d'année, ce système a fait ses preuves pour l'essentiel, même si certaines corrections s'avèrent nécessaires pour permettre aux distributeurs de s'y retrouver financièrement.

Conformément à son mandat constitutionnel, la Confédération soutient la création et la culture cinématographiques. L'indépendance dont elles jouissent serait évidemment sans fondement sans la caution du public. Autrement dit, l'aide étatique implique d'en faciliter l'accès, cela par le biais d'une infrastructure permettant au cinéma dit «non commercial» d'être vu et de trouver son audience.

Pourquoi une nouvelle aide à la distribution?

Le modèle classique d'aide à la distribution, géré par la CID jusqu'à fin 1999, a soutenu le lancement de certains films pendant près de neuf ans (aides à des projets) – cela pour

chaque film et en fonction des demandes spécifiques des distributeurs. Transformé depuis l'année dernière en mécanisme d'aide «automatique» – c'est-à-dire liée au succès public – le nouveau modèle d'encouragement Succès cinéma bis (SCB) renforce la responsabilité personnelle des distributeurs en leur offrant, en échange de l'ancien coup de pouce accordé aux films réputés «difficiles», la possibilité d'une distribution continue et dynamique en prise directe avec le marché.

S'inspirant du système d'aide aux films suisses, Succès cinéma bis, SCB soutient la distribution de films d'art et essai malaisés à imposer sur le marché, garantissant ainsi une offre cinématographique de qualité.

Parallèlement, SCB veille à ce que les subsides obtenus par ces films provenant du monde entier soient investis en Suisse et ne filent pas à l'étranger.

A l'instar d'un théâtre ou d'un musée, une société de distribution est une sorte d'entité culturelle dont l'activité induit des effets à long terme. Son activité est constitutive de la culture cinématographique d'un pays ou d'une région et présente un profil identifiable par le public lui-même. SCB cherche à consolider et à renforcer la position sur le marché de ces distributeurs, en mettant l'accent sur leur responsabilité personnelle dans un contexte de restructurations massives du marché (globalisation, multiplexes).

Qu'est-ce que Succès cinéma bis?

Succès cinéma bis est un mécanisme d'aide destiné aux structures professionnelles qui distribuent des films à vocation culturelle.

Toutes les œuvres portées à l'écran par les distributeurs homologués par SCB (en fonction

de critères parfois encore un peu flous) accumulent, pour chaque entrée réalisée, un montant fixé en début d'année entre 80 centimes et Fr. 1.10. Les aides sont attribuées dès 1'000 spectateurs et jusqu'à 30'000. Le montant maximal auquel peut prétendre un distributeur par film ne peut être supérieur à 33'000 francs, ce qui représente environ la moitié de la somme nécessaire au lancement décent d'un film dans les villes-clefs d'une région linguistique.

Il n'appartient plus à un comité de juger la valeur d'un film, mais aux distributeurs eux-mêmes. Pour être soutenue par SCB, toute œuvre doit néanmoins obtenir l'aval de la Commission de l'encouragement de la culture cinématographique (CECC). En moyenne, les films retenus doivent obtenir des résultats oscillant entre 5'000 et 30'000 entrées.

Si un distributeur prend le risque d'exploiter un film au potentiel jugé inférieur à 5'000 spectateurs, il a la possibilité de le financer avec la somme capitalisée précédemment sur

Succès cinéma bis: Noch nicht ganz am Ziel

Hinter dem Namen Succès cinéma bis versteckt sich die vor Jahresfrist umgebaute Verleihförderung des Bundes, welche das alte IGV-Modell¹ abgelöst hat. In den Grundzügen hat sich das System bewährt. Allerdings sind noch Korrekturen nötig, sonst schneiden die Verleiher insgesamt schlechter ab als mit dem alten Modell.

Der Bund unterstützt gemäss Verfassungsauftrag das Filmschaffen des Landes. Zu einer eigenständigen Filmkultur gehört nicht zuletzt die Schnittstelle zum Publikum, das heisst, das geförderte Filmschaffen soll auch zugänglich sein. Dies ist nur möglich, wenn eine Infrastruktur vorhanden ist, die auch das nicht profitoptimierte Kino für das Publikum sichtbar und verfügbar macht.

Warum eine neue Verleihförderung?

Das klassische, von der IGV verwaltete Verleihförderungsmodell hatte bis Ende 1999 während rund neun Jahren gezielt und nach spezifischer Antragstellung der Verleiher die

Lancierung einzelner Filme unterstützt (Projektförderung). Analog zum Modell der «automatischen», d.h. erfolgsabhängigen Filmförderung sollte dann vom letzten Jahr an das neue Verleihfördermodell Succès cinéma bis (SCB) die Eigenverantwortung der Verleiher ausbauen und den Verleihern statt einzelner «Fallschirme» für «schwierige» Filme eine kontinuierliche und dynamische Verleiharbeit am Markt ermöglichen.

Analog zum Modell Succès cinéma bis für Schweizer Filme sollte SCB den Verleih des marktschwachen Studio-Films aus der ganzen Welt fördern und damit die hohe Qualität des Schweizer Verleih- und Kinomarktes sichern. Gleich-

zeitig sorgt das Modell aber dafür, dass die Fördergelder von den Schweizer Verleihern vor Ort eingesetzt werden und nicht in die weltweiten Produktionen zurückfliessen.

Ein Filmverleih ist, ähnlich wie etwa ein Theater oder ein Museum, eine Kulturinstitution mit Langzeitwirkung; er nützt der einheimischen Filmkultur durch kontinuierliche Arbeit und ein auch für das Publikum erkennbares Profil. Über eine hohe Eigenverantwortung der Verleiher soll SCB deren Marktposition festigen und stärken in einer Zeit der massiven Umstrukturierung des Marktes (Internationalisierung, Multiplexkino).

Was ist Succès cinéma bis?

Succès cinéma bis ist eine Verleihförderung für Verleihhäuser mit kulturell wertvollen Filmen und professionellen Strukturen.

Alle Filme, die von den zu SCB zugelassenen Verleihern ins Kino gebracht werden (und einige wenige klar definierte Bedingungen erfüllen) akku-

mulieren pro Besucher in der Schweiz einen zu Jahresbeginn festgelegten Betrag zwischen Fr. -.80 und Fr. 1.10, ab einer Besucherzahl von mindestens 1'000 und bis maximal 30'000. Die maximal erreichbare Fördersumme pro Film beträgt also Fr. 33'000. (Das entspricht etwa der Hälfte der Summe, die nötig ist, einem Film einen sichtbaren Start in den Schlüsselstädten einer Sprachregion zu ermöglichen).

Statt eines Förderprems entscheiden die zutrittsberechtigten Verleiher selber, welche Filme sie als wichtig erachten. Der Ausschuss zur Förderung der Filmkultur des Bundes (FFK) entscheidet allerdings über die Zulassung der einzelnen Verleiher zu SCB. Die Filme, welche gefördert werden sollen, bewegen sich in einem Spektrum von 5'000 bis 30'000 potenziellen Besuchern.

Will ein Verleiher das Risiko eingehen, einen Film mit einem Zuschauerpotenzial von weniger als 5'000 auszuwerten, finanziert er es mit dem

son compte SCB, mais ne peut prétendre à une nouvelle aide. En principe, les films qui réalisent plus de 30'000 entrées n'ont droit à aucun soutien.

Alors que l'aide classique de la CID, qui était accordée sur la base d'un projet de distribution, tendait à limiter les risques sur certains films, le nouveau modèle SCB devrait permettre de mieux les répartir. La réussite commerciale de la distribution d'un film est en effet bénéfique au lancement d'un nouveau. Si, par contre, les salles restent désespérément vides, les montants accumulés seront insuffisants pour sortir un autre film. Le distributeur peut donc choisir d'investir davantage pour le lancement de certains films et, de son propre chef, mieux répartir les risques.

Bilan après une année de SCB

Selon les distributeurs et l'Office fédéral de la culture (OFC), le mécanisme d'aide SCB a atteint l'essentiel de ses objectifs. Autrement dit, l'instrument a été bien conçu hormis quelques petits défauts remédi-

ables. Les mauvaises surprises sont moindres et les critères largement opérationnels. Mais certaines lacunes prévisibles et inévitables – car inhérentes à la nature du système – sont apparues. Il s'agit maintenant de les corriger.

1. Subsides payés

Le premier bilan annuel fait état de 364'549 francs de subsides attribués. Cette somme, inférieure aux prévisions, ne correspond pas au nombre de spectateurs enregistrés, mais au montant de 80 centimes par entrée de référence fixé dans un premier temps. Rétroactivement, l'OFC l'a augmenté à Fr. 1.10, s'alignant ainsi sur le montant estimé initialement. Au final, la somme versée a donc atteint 501'256 francs pour un crédit d'Aide à la distribution de 550'000 francs pour l'année 2000.

2. Répartition des aides par société de distribution

La répartition de l'aide de SCB entre les différents distributeurs a largement répondu aux attentes, à deux exceptions

zuvor über SCB akkumulierten Kapital, akkumuliert aber natürlich mit diesem Film kein weiteres SCB-Kapital.

Der Verleih von Filmen, die mehr als 30'000 Zuschauer erreichen, finanziert sich in der Regel über die Kasseneinnahmen und braucht keine Förderung.

Während die klassische projektorientierte Verleihförderung das Lancierungsrisiko für einzelne Filme dämpfte, sollte das neue Modell dem Verleiher bei der breiten Risikoverteilung helfen. Erfolgreiche Verleiharbeit ermöglicht den Start weiterer Filme. Fällt ein Film dagegen beim Publikum völlig durch, entgeht dem Verleiher das Fördergeld für das nächste Risikoprojekt. Der Verleiher riskiert also mehr bei der Lancierung einzelner Filme, kann sein Risiko aber in Eigenverantwortung besser verteilen.

Fazit nach einem Jahr SCB

In den Augen der Verleiher und des BAK hat das Förderinstrument insgesamt die be-

absichtigten Ziele erreicht und sorgt für wenig Überraschungen. Das heisst: Die Förderung wurde – bis auf wenige, korrigierbare Mängel – richtig konzipiert; die Kriterien sind weitgehend funktions-tüchtig. Zugleich haben sich aber auch, nicht unerwartet, inhärente und zum Teil unumgängliche Mängel bestätigt, die es nun zu korrigieren gilt.

1. Ausbezahlte Fördergelder

Das Total der beanspruchten Mittel lag bei der ersten Jahresabrechnung bei Fr. 364'549.- und damit unter den Erwartungen. Dies hatte jedoch weniger mit den erreichten Zuschauerzahlen zu tun, als mit dem Förderbeitrag pro Eintritt, welcher für das Jahr 2000 zunächst auf Fr. 0.80 pro Eintritt festgelegt worden war. Rückwirkend hat darum das BAK den Betrag auf die Fr. 1.10 erhöht, welche von den Hochrechnungen, die dem neuen Förderinstrument vorausgingen, seinerzeit eingesetzt wurden. Damit hat sich dann schliesslich die gesamte ausbezahlte Summe auf Fr. 501'256.- erhöht. Der Jahreskredit «Verleihförderung» sah für 2'000 Fr. 550'000.-

«Figures de Barbarie» («Al-sabbar») auf Festival-tournee

Patrick Bürge's Dokumentarfilm über das palästinensische Exil wurde an folgenden Festivals präsentiert: Visions du réel in Nyon, Festival von Carthage (Tunesien), Filmfest Braunschweig (Deutschland), Dokumentarfilmfestival von Olival Basto (Portugal), Dokumentarfilmfestival von Amsterdam, Solothurner Filmtage, Arab Short Festival in New-York, Filmfestival München und Festival von Cannes. Zudem wurde er von mehreren palästinensischen Fernsehsendern ausgestrahlt.

Films suisses à Munich

Du 27 avril au 6 mai, de nombreuses productions et coproductions suisses ont été projetées au Festival de films documentaires de Munich, notamment: «Addio Lugano bella» de Francesca Solari, «Yugodivas» de Andrea Stacka, «Tatau Samoa» de Gisa Schleelein, «Bitterfeld, 1992» de Mathias Knauer, «Do It» de Sabine Gisiger et Marcel Zwingli, «Gespräch im Gebirg» de Mattias Caduff, «Begegnungen auf der Milchstrasse» de Jürg Neuenschwander, «Mannheim-New York» d'Elke Baur, «Al-sabbar» de Patrick Bürge et «Microcosmos» de Marie Pérennou et Claude Nuridsany.

Schweizer Filme in München

Vom 27. April bis 6. Mai wurden am Dokumentarfilmfestival von München mehrere Schweizer Produktionen und Koproduktionen gezeigt: «Addio Lugano bella» von Francesca Solari, «Yugodivas» von Andrea Stacka, «Tatau Samoa» von Gisa Schleelein, «Bitterfeld, 1992» von Mathias Knauer, «Do It» von Sabine Gisiger und Marcel Zwingli, «Gespräch im Gebirg» von Mattias Caduff, «Begegnungen auf der Milchstrasse» von Jürg Neuenschwander, «Mannheim-New York» von Elke Baur, «Al-sabbar» von Patrick Bürge und «Microcosmos» von Marie Pérennou und Claude Nuridsany.

Décès d'Erwin Huppert

Le cinéaste Erwin Huppert est décédé en avril dernier à Paris à l'âge de 77 ans. Né à Vienne, il a

longtemps vécu à Lausanne où, dans les années 60-70, il collabora avec des jeunes cinéastes en qualité de chef opérateur. Il a également réalisé plusieurs films, surtout d'animation. Installé en France depuis une vingtaine d'années, il a enseigné à la Fémis.

Abschied von Erwin Huppert

Vergangenen April ist der 77-jährige Cineast Erwin Huppert in Paris gestorben. Der gebürtige Wiener lebte viele Jahre in Lausanne, wo er in den 60er- und 70er-Jahren mit jungen Filmschaffenden als Kameramann zusammenarbeitete. Ausserdem realisierte er mehrere Filme – mit Vorliebe Trickfilme. Seit rund 20 Jahren lebte er in Paris, wo er an der Fémis unterrichtete.

Palmarès de Visions du réel de Nyon

La 7e édition du célèbre Festival de Nyon s'est achevée le 29 avril. Le jury a attribué le Grand Prix UBS à «The House of Cain» (Grèce) de Christos Karakapelis. Le prix TSR est allé à Frank Cole pour «Life without Death» (Canada), ainsi qu'à Thomas Balmès pour «En attendant Jésus, l'Evangile selon les Papous» (France). Le prix du jury du public revient à «Vienna» (Lituanie) de Audrius Stonys. Le jeune public a récompensé pour sa part «Baria et le grand mariage» (France), de Manu Bonmariage, et attribué une mention spéciale à Edvard Oja pour «Self Portrait with Mother» (Estonie). Enfin, dans la section Regards Neufs, «Danach hätte es schön sein müssen» (Allemagne) de Karim Jurschick et «Derrière les façades» (France) de Maïa Gardès ont rafflé les premiers prix. «West Island» (Taiwan) de Chu Hsien-Jer et «El Batalett – femmes de la medina» (France) de Dalila Ennadre ont aussi été distingués.

Auszeichnungen in Nyon

Die siebte Ausgabe des bekannten Festivals Visions du réel ist am 29. April in Nyon zu Ende gegangen. Für den grossen UBS-Preis wurde «The House of Cain» von Christos Karakapelis (Griechenland) auserwählt. Der TSR-Preis ging an Frank Cole (Kanada) für «Life without Death» sowie an Thomas Balmès (Frankreich)

suite page 13

près: Frenetic Film, qui a obtenu moins de subsides, et JMH davantage.

Comme prévu, les sociétés Filmcooperative, Fama, Xenix et Agora ont tiré bénéfice du système; Columbus-Film également, à la nuance près que les montants obtenus provenaient surtout de Succès cinéma. Grâce au coefficient spécial de 1.5 accordé aux films du Sud, Trigon-Film se situe dans la moyenne, sans couvrir pour autant tous ses besoins en aides. La société Look Now! (qui compte une seule employée) touche quant à elle nettement moins de subsides avec SCB qu'auparavant.

3. Répartition des aides par film

Le total des aides attribuées à chaque distributeur dépend du nombre de films lancés et des frais engagés. Après avoir comptabilisé le montant versé pour chaque film, on peut donc

(ou non) parler de rentabilité. A supposer que la continuité de l'activité de distribution est avérée, l'expérience démontre que les différents distributeurs disposent de moyens moindres pour chaque nouveau projet. Par film, les chiffres se situent largement en-dessous des besoins réels – et nettement en-dessous des montants que générerait l'ancien système.

4. Origine et genre des films

La marge entre les prévisions – autrement dit les objectifs définis – et la réalité est ici frappante: avec une part supérieure à 40% (44%, soit 36 oeuvres sur 81), les films européens sont massivement représentés au-delà des estimations; à eux seuls, les films français représentent près de 70%; ce pourcentage est imputable au catalogue, exclusivement français, de deux distributeurs romands. Sans prendre en compte ces deux derniers, la

part des films provenant de l'Union européenne (UE) correspondrait plus ou moins aux 15% prévus initialement. Plusieurs problèmes apparaissent ici.

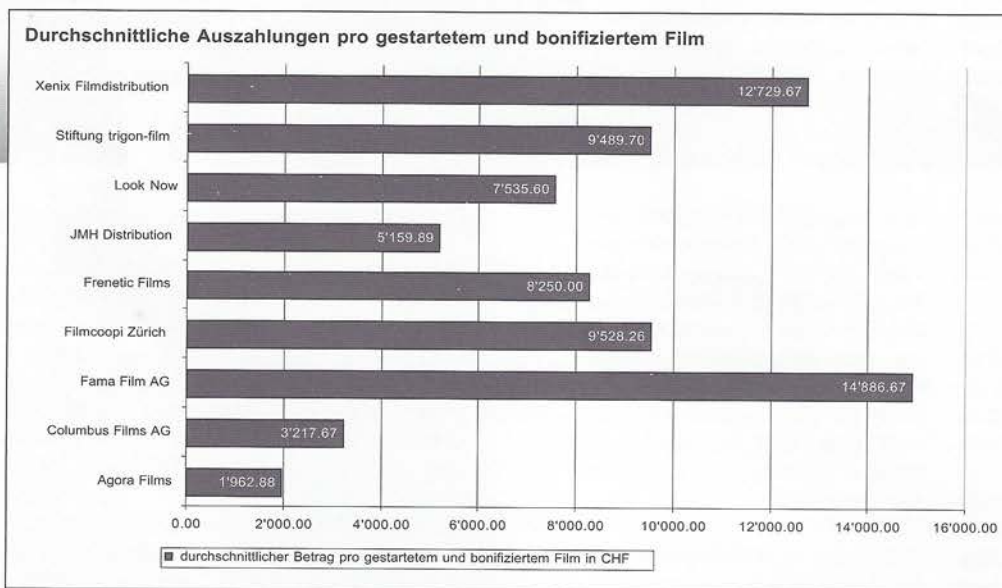
D'une part, l'harmonisation avec le programme Media (aide aux films de l'UE) ne va pas sans mal ni efforts. Le règlement SCB a donc renoncé aux règles obligeant les distributeurs à solliciter Media au cas où l'opportunité se présentait. Un système de contrôle du cumul des aides serait d'ailleurs quasiment impossible et très onéreux à mettre en place actuellement.

D'autre part, le critère de «diversité» a disparu du règlement lors de la conception de SCB. Une telle option aurait impliqué que tout distributeur propose, en l'espace de trois ans, un programme panaché: films d'au moins quatre pays différents, films documentaires ou films pour enfants. L'ap-

préciation de cette «diversité» serait d'ailleurs restée du ressort de la CECC. Un avenant au règlement SCB pourrait, cependant, introduire un quota de 50% de films provenant d'un seul et même pays (à l'exception de la Suisse) par société de distribution.

5. Conclusion

Dans l'ensemble, les critères retenus pour le mécanisme d'aide se sont avérés fonctionnels. Il reste maintenant à vérifier si, d'une part, le critère de la «diversité» pourra être intégré au règlement, et si, d'autre part, une augmentation des montants alloués est envisageable pour permettre aux distributeurs de toucher les montants escomptés avant la fin de l'année. Par ailleurs, en l'absence d'un rectificatif adéquat, le système automatique de SCB absorbe les montants destinés aux films n'ayant pas obtenu un succès suffisant. Il n'est



2. Verteilung der Fördermittel nach Verleihhäusern

Die Verteilung der Mittel unter den einzelnen Verleihern folgte bis auf zwei Ausnahmen weitgehend den Erwartungen: Frenetic Film konnte entschieden weniger Förderung beanspruchen, bei JMH war es mehr als erwartet.

Die Verleihfirmen Filmcooperative, Fama, Xenix und Agora profitierten den Erwartungen entsprechend; ebenfalls Columbus Film, welcher seine Fördermittel weitgehend über Succès cinéma generiert. Trigon-Film liegt – dank dem speziellen 1,5-Koeffizient für

Filme aus dem Süden – bei den prognostizierten Zahlen, kann aber damit seinen Bedarf an Förderung kaum decken. Dasselbe gilt für den Einfrau-Betrieb Look Now! Look Now! stehen mit SCB ganz entschieden weniger Fördermittel als früher zur Verfügung stehen.

3. Verteilung der Fördergelder pro Film

Das Total der ausbezahlten Fördergelder pro Verleih hängt nicht zuletzt mit der Anzahl der lancierten Filme und ihren Vorkosten zusammen. Erst bei entsprechender Umrechnung der ausbezahlten Fördergelder

pro Film zeigt sich, wo der Erfolg winkt und wo nicht. Hier hat sich erwiesen, dass den einzelnen Verleihern pro zukünftigem Projekt vergleichsweise kleine Mittel zur Verfügung stehen – Kontinuität in der Programmpolitik vorausgesetzt. Insgesamt und pro Film gerechnet liegen die Zahlen dann nämlich doch stark unter dem tatsächlichen Bedarf – und deutlich unter den Beträgen, die pro Film über das alte System generiert werden konnten.

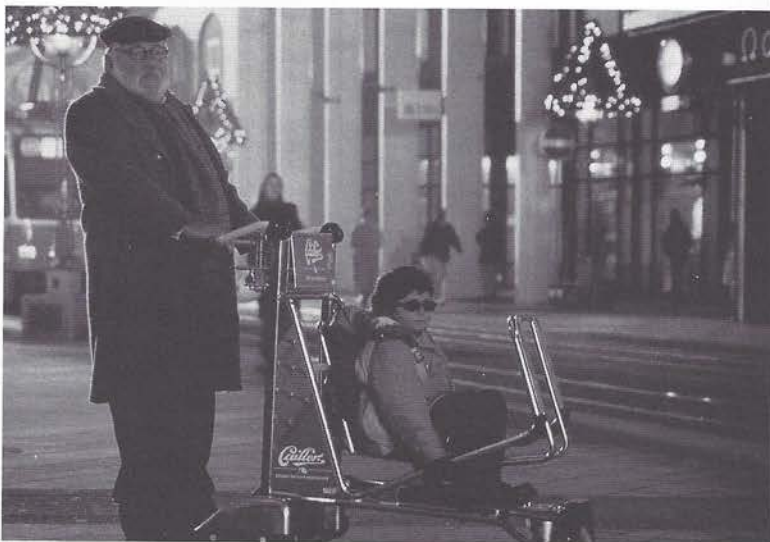
4. Herkunft und Genre der Filme

Hier liegen die grössten Unterschiede im Bezug auf die Erwartungen – oder vielleicht auch die Ziele der Förderung: Mit einem Anteil von über 40% (44%, 36 von 81) sind Filme aus Europa massiv stärker vertreten als erwartet; dabei liegt der Anteil an französischen Filmen gar bei 70%. Das liegt allerdings vor allem am Verleihprogramm der beiden Westschweizer Verleiher, die fast ausschliesslich französische Filme in ihrem Förderprogramm führen. Ohne diese beiden Verleihprogramme läge der Anteil EU-Filme mit rund 15% ungefähr bei den ur-

donc pas exclu que ces mêmes automatismes contribuent à faire disparaître des écrans un grand nombre de films dits «à risques».

Michael Sennhauser
Franziska Reck

1. Communauté d'intérêt pour la distribution de films de qualité culturelle en Suisse



«Azzuro», long métrage de Denis Rabaglia primé en Allemagne

sprünglich projizierten Erwartungen.

Hier zeigen sich mehrere Probleme. Zum einen ist der Abgleich mit der MEDIA-Förderung (Förderung der EU-Filme) heikel und arbeitsintensiv. Im SCB-Reglement wurde darauf verzichtet, die Verleiher auf die MEDIA-Förderung zu verpflichten, falls es der Film erlaubt. Die entsprechende Kontrolle wäre heute allerdings auch kaum mehr zu leisten und sehr aufwändig.

Zudem wurde bei der Einführung der Förderung im Reglement auf das Kriterium «Vielfalt» verzichtet. Dieses Kriterium hätte verlangt, dass ein Verleiher über drei Jahre hinweg ein komplementäres Angebot anbieten muss: Filme aus mindestens vier verschiedenen Ländern oder Dokumentarfilme oder Kinderfilme. Diese «Vielfalt» müsste qualitativ ebenfalls durch die FFK beurteilt werden. Eine vorgeschlagene Ergänzungsformulierung für das SCB-Reglement könnte beispielsweise stipulieren, dass maximal 50% der Titel eines Verleihhauses aus einem

einzigem Land (ausserhalb der Schweiz) stammen dürfen.

5. Fazit

Insgesamt hat sich das Förderinstrumentes in seinen Kriterien als funktional erwiesen. Zu prüfen ist nun einerseits, ob sich der «Vielfalts-Aspekt» ins Reglement einbringen liesse, zum anderen, ob und wie sich die Auszahlungsbeträge soweit erhöhen lassen, dass die Verleiher in etwa wieder auf die bis vor Jahresfrist etablierte Fördersumme kommen können. Zudem hat sich bestätigt, dass die Automatismen von SCB die Firmen, die eine gewisse «kritische» kommerzielle Grösse nicht erreichen, ohne eine gezielte Korrektur «verhungern» lassen. Damit kommt die Gefahr auf, dass auf Grund der gleichen Automatismen in Zukunft eine Mehrheit der risikoreichen Filme aus den Verleihprogrammen verschwindet.

Michael Sennhauser
Franziska Reck

1. Interessengemeinschaft zur Förderung des Verleihs kulturell wertvoller Filme in der Schweiz.

für «En attendant Jésus, l'Evangile selon les Papous». «Vienna» von Audrius Stonys (Litauen) erhielt den Publikumspreis. Das junge Publikum zeichnete «Baria et le grand mariage» von Manu Bonmariage (Frankreich) aus und lobte «Self Portrait with Mother» von Edvard Oja (Estland). In der Sektion «Regards Neufs» holten sich «Danach hätte es schön sein müssen» von Karin Jurschick (Deutschland) und «Derrière les façades» von Maïa Gardès (Frankreich) die ersten Preise. «West Island» von Chu Hsien-Jer (Taiwan) und «El Batalett – femmes de la medina» von Dalila Ennadre (Frankreich) wurden ebenfalls ausgezeichnet.

«Azzuro» récompensé en Allemagne

Après avoir empoché le Prix du cinéma suisse lors des Journées cinématographiques de Solothurn, le réalisateur Denis Rabaglia s'est vu décerner le premier Prix du Festival culturel du film de Schwerin, en Allemagne.

Preis für «Azzurro» in Deutschland

Nach dem Schweizer Filmpreis in Solothurn erhielt der Filmemacher Denis Rabaglia nun auch am FilmKunstFest Schwerin den ersten Preis für seinen Film «Azzurro».

SRG SSR idée suisse condamnée

La SRG SSR, attaquée par un fabricant de produits pharmaceutiques mis en cause dans un reportage sur les médicaments de l'émission Kassensturz (SF DRS) avait été déboutée par le Tribunal fédéral. La Cour européenne des droits de l'homme vient à son tour de rejeter le recours et l'a condamnée à verser 480'000 francs de dommages et intérêts au plaignant.

Verurteilung von SRG-SSR idée suisse

Die von einem Pharmaunternehmen wegen einer Kassensturz-Sendung (SF DRS) angeklagte SRG-SSR reichte nach dem für sie negativen Urteil des Bundesgerichts beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte Rekurs ein. Dieser wurde abgewiesen. Der Europäische Gerichtshof ver-

urteilte die SRG-SSR zur Bezahlung von 480'000 Frankener Schadenersatz an den Kläger.

«Grispholm» à Dallas

«Gripsholm» de Xavier Koller a été projeté dans le cadre du Festival de Dallas en mai dernier.

«Gripsholm» in Dallas

Im Mai wurde «Gripsholm» von Xavier Koller im Rahmen des Festivals von Dallas präsentiert.

Sortie française pour «Rolling»

Le documentaire Peter Entell sur les fous du skate board a trouvé un distributeur en France quatre ans après sa première projection. Le film est sorti sur les écrans français en mai dernier.

«Rolling» in Frankreich

Der Dokumentarfilm von Peter Entell über wagemutige Inline-Skater hat einen französischen Verleiher gefunden. Seit Mai ist der Film auf Frankreichs Leinwänden zu sehen.

Rialto renforce son équipe

Hans Beck quitte Vega Distribution pour poursuivre ses activités à Rialto Film AG. Cédric Bourquard, programmeur pour la société lausannoise Europlex (ex-Métrociné), entre également au service du distributeur zurichois pour consolider sa présence en Suisse romande.

Rialto erhält Verstärkung

Hans Beck hat Vega Distribution verlassen und stösst neu zu Rialto Film AG. Cédric Bourquard, Programmgestalter bei der Lausanner Gesellschaft Europlex (ex-Métrociné) arbeitet nun ebenfalls beim Zürcher Verleiher Rialto Film, um dessen Präsenz in der Westschweiz zu verstärken.

Peter Fankhauser quitte Succès cinéma

Après avoir mis en œuvre les instruments de l'aide liée au succès, Peter Fankhauser quitte ses fonctions après cinq ans à la tête de Succès cinéma – qui doit maintenant être intégrée à l'Office fédéral de la culture. Il poursuivra sa carrière à Présence Suisse, organisme dépendant du département des Affaires étrangères.

suite page 14

Peter Fankhauser verlässt Succès cinéma

Nach fünf Jahren an der Spitze von Succès cinéma, in denen er die Instrumente zur erfolgsabhängigen Filmförderung einführte, verlässt Peter Fankhauser Succès cinéma, das jetzt in das Bundesamt für Kultur integriert wird. Er arbeitet fortan für Présence Suisse, das dem Département für auswärtige Angelegenheiten angegliedert ist.

La preuve par Kobe

Une nouvelle expérience dans le domaine de la promotion du cinéma suisse à l'étranger sera explorée début juin à Kobe au Japon. Le festival de cette ville, créé à l'occasion du centième anniversaire de la première projection cinématographique au Japon, est entièrement consacré au thème de l'enfant au cinéma. Deux films suisses sont présentés à cette occasion: «Quand nous étions petits enfants» et «Pleine lune» réalisés l'un par Henri Brandt et l'autre par Fredi M. Murer qui comptent parmi les plus éminents représentants du nouveau cinéma suisse. L'échange culturel initié par le Consul général suisse à Osaka a pour ambition – en plus de sa dimension culturelle – de jeter un pont vers la diffusion du cinéma suisse au Japon. Ainsi, un déjeuné en présence de Micha Schiwow, directeur du Centre suisse du cinéma, réunira une bonne douzaine de distributeurs et de diffuseurs japonais qui pourront ainsi recevoir des informations de première main sur les nouveaux films et les tendances actuelles du cinéma suisse. L'intérêt croissant pour notre cinématographie au Japon s'est traduit au cours de la dernière période par la distribution des films «Pleine lune» et «Beresina» de Daniel Schmid (tous deux diffusés par Eurospace) ainsi que par l'accueil très favorable réservé à «Berlin Cinéma» de Samira Gloor Fadel et à «Mondialito» de Nicolas Wadimoff aux Festivals de Yamagata et de Tokyo.

Ein Test in Kobe

Neue Wege in der Promotion des Schweizer Films im Ausland werden Anfang Juni im japanischen Kobe beschrit-

ten. Das aus Anlass des 100. Jahrestags der ersten Filmvorführung in Japan in dieser Stadt gegründete Filmfestival widmet sich dieses Jahr ganz dem Thema «Das Kind im Film» und stellt zwei Schweizer Filme vor: «Quand nous étions petits enfants» und «Vollmond», deren Autoren Henri Brandt und Fredi M. Murer zu den bedeutendsten Vertretern des Neuen Schweizer Films gehören. Der vom Schweizer Generalkonsul in Osaka initiierte Kulturaustausch beinhaltet nicht nur eine filmkulturelle Dimension, sondern versucht auch, die Brücke zum Vertrieb des Schweizer Films in Japan zu schlagen. Zu einem Mittagessen mit dem Direktor des Filmzentrums, Micha Schiwow, ist ein gutes Dutzend japanischer Verleiher und Filmveranstalter geladen, welche so aus erster Hand Informationen über neue Filme und Tendenzen im schweizerischen Filmwesen erhalten. Ihr zunehmendes Interesse am Schweizer Filmschaffen drückte sich in der jüngsten Vergangenheit im Verleih von «Vollmond» und «Beresina» von Daniel Schmid (beide durch Eurospace) aus sowie in der Aufmerksamkeit, welche «Berlin Cinéma» von Samira Gloor Fadel und «Mondialito» von Nicolas Wadimoff an den Festivals von Yamagata und Tokyo erhielten.

«Image en mouvement» in Kulturhaus Saint-Gervais

Die neunte Biennale von Image en mouvement wird vom 2. bis 11. November 2001 stattfinden. Anmeldefrist ist der 30. Juni.

Auskunfft: 022 908 20 69.

«Image en mouvement» à Saint-Gervais

La neuvième Biennale de l'Image en mouvement aura lieu du 2 au 11 novembre prochains. Le délai d'inscription est fixé cette année au 30 juin.

Renseignements: 022 908 20 69.

Divers cours à Fonction: cinéma

La Maison des Arts du Grütli propose deux cours durant le mois de juin. Le premier, du 11 au 19 juin, est un stage de direction d'acteurs animé par Pico Berkowitch et le second, du 22 au 24, est un atelier d'écriture de scénario proposé par Christiane Kolla Barnes.

Renseignements: 022 328 85 54.

FDS/ARF

Ordentlichen Generalversammlung vom Verband Filmregie und Drehbuch Schweiz

Samstag, 9. Juni 2001
Kulturhallen Dampfzentrale,
Marzillistrasse 47, 3005 Bern
Endlich ist es soweit: Der Marktanteil der einheimischen Filme in den Schweizer Kinos konnte verdoppelt werden. Das Fernsehen zeigt neue Dialektfilme in der Prime Time. Succès cinéma und Succès passage antenne treiben die Filmproduktion an: Immer mehr Filme werden immer schneller generiert. Was wollen wir noch mehr? Die öffentlichen Fördermittel sind hinreichend gerechtfertigt, die Gelder ökonomischer verteilt und die Vision eines wirklichen Aufbruchs in der internationalen Filmlandschaft endgültig begraben. Die Filmpolitik hat sich der allgemeinen Politik angepasst. «Splendid Isolation» statt Konkurrenz mit Europa, effiziente Entscheide statt Auseinandersetzungen über die filmische Zukunft. Grund zur Resignation gibt es aber keinen. Im Gegenteil. Denn wir sind gefordert als Autoren und Filmer, als Produzenten und Koproduzenten. Wir sind gefordert als Kulturschaffende, die es selbst in der Hand haben, Risiken einzugehen und mit Filmen das Publikum zu gewinnen, und als filmpolitische Zeitgenossen, die nicht nur mehr Geld fordern, sondern bereit sind, weiterzudenken und neue Wege einzuschlagen. Die Zeit ist günstig, der Verband entschlossen und selbstbewusst wie einst im Mai. Dass sich die Produzenten jetzt auseinander dividieren, spricht für sich selbst – und öffnet Perspektiven. Wir überlassen das Feld nicht denen, die nur mit Worten und nicht mit Filmen für ihre Politik gerade stehen müssen. Solange die Filme immer noch von uns geboren werden, müssen wir auch dafür sorgen, in welchen Verhältnissen dies für sie am besten ist.

Kaspar Kasics
Präsident FDS / ARF

Assemblée générale ordinaire de l'association suisse des réalisatrices et réalisateurs de films

le samedi 9 juin 2001
Kulturhallen Dampfzentrale,
Marzillistrasse 47, 3005 Bern
Enfin ça y est! La part de marché du cinéma suisse dans les salles du pays a doublé. La télévision passe en prime time de nouveaux films en dialecte. Succès Cinéma et Succès passage antenne encouragent la production suisse: le nombre de films augmente et les productions se succèdent à un rythme accéléré. Que voulons-nous de plus? Les fonds de soutien public sont légitimés de manière suffisante, les aides sont réparties de manière plus économique, et la vision prospective d'une percée sur la scène cinématographique internationale est définitivement enterrée. La politique du cinéma s'est adaptée à la politique générale. «Splendide isolement» en lieu et place de la concurrence avec l'Europe, décisions performantes en lieu et place de débats sur l'avenir du film. Il n'y a toutefois pas lieu de se résigner, au contraire. Nous sommes interpellés en qualité d'auteurs et de cinéastes, de producteurs et de coproducteurs. Nous sommes interpellés en tant

qu'acteurs culturels, qui avons en notre pouvoir de prendre des risques et de conquérir le public par des films, et en tant que contemporains impliqués dans la politique du cinéma, qui ne demandons pas seulement plus d'argent mais sommes prêts à pousser la réflexion plus avant et à explorer de nouvelles voies. Le moment est favorable, l'association avance avec détermination et assurance, comme un jour en mai. Les divisions qui éclatent aujourd'hui parmi les producteurs parlent d'elles-mêmes – et ouvrent de nouvelles perspectives. Nous n'abandonnerons pas le terrain à ceux qui doivent défendre leur politique non par des films mais uniquement par des phrases. Tant que les films seront créés par nous, nous devons aussi nous soucier de leur assurer les meilleures conditions de gestation.

Kaspar Kasics
président ARF / FDS

SFP

SFP fordert rasche Revision des Filmgesetzes

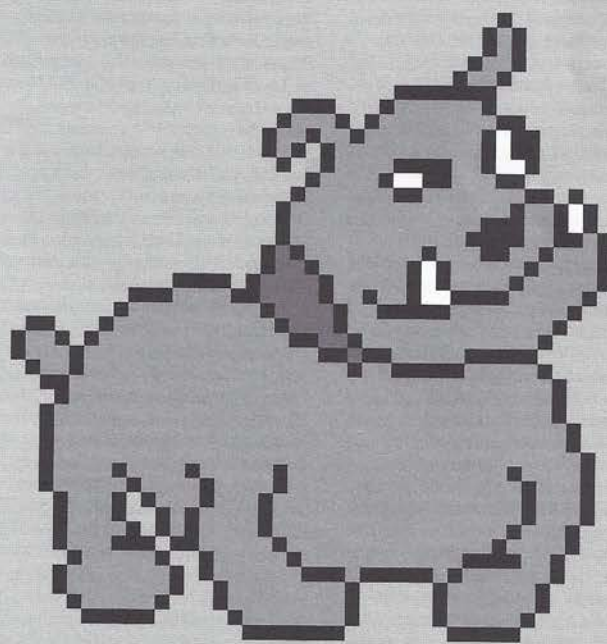
Der Verband der Schweizerischen FilmproduzentenInnen SFP hat an seiner Mitgliederversammlung vom 4. Mai 2001 in Bern seine Organe neu bestellt und dabei den Film- und Urheberrechtsspezialisten Willi Egloff zu seinem neuen Präsidenten gewählt. Er ersetzt in diesem Amt die Filmproduzentin Theres Scherer-Kollbrunner. Der Verband richtete im weiteren einen dringenden Appell an die Schweizerische Bundesversammlung, die Vorlage zur Revision des Filmgesetzes noch im laufenden Jahr zu verabschieden.

Im vergangenen März hatte der Ständerat entgegen dem Antrag seiner vorberatenden Kommission beschlossen, auf die Vorlage zur Revision des Filmgesetzes nicht einzutreten, sondern die Sache zur Überarbeitung an den Bundesrat zurückzuweisen. Dadurch würde die Revision des völlig veralteten Gesetzes um Jahre verzögert. Insbesondere würde damit die dringende Reform des Instrumentariums zur Filmförderung verhindert, und die bisherigen Mängel würden perpetuiert. Der SFP richtet daher einen dringenden Appell an den Nationalrat, bei der bevorstehenden Beratung auf die Filmgesetzrevision einzutreten und dafür besorgt zu sein, dass die parlamentarische Debatte noch im laufenden Jahr abgeschlossen werden kann.

Weiter nahm die Mitgliederversammlung mit Bedauern Kenntnis vom kürzlich erfolgten Austritt einiger Mitglieder. Sie bedauert, dass eine eingehende Diskussion der von den Ausstretenden nur summarisch vorgebrachten Austrittsgründe nicht möglich war. Sie erinnert gleichzeitig daran, dass die vom Verband vertretene Politik das Ergebnis ausführlicher interner Diskussionen ist und von den dafür zuständigen Mitgliederversammlungen beschlossen worden war. Die Mitgliederversammlung hält diese Mehrheitspositionen auch nach wie vor für richtig. Insbesondere ist sie der klaren Auffassung, dass es sowohl im künstlerischen und wirtschaftlichen Interesse der Audiovisionsbranche als auch im kulturellen Interesse der schweizerischen

Fortsetzung Seite 16

Créateurs de l'audiovisuel,



nous sommes là pour défendre votre os.

SUISSIMAGE

Bern - Tél. 031/313 36 36
Lausanne - Tél. 021/323 59 44
mail@suisimage.ch
www.suisimage.ch

SSA

Lausanne - Tél. 021/313 44 55
info@ssa.ch
www.ssa.ch

suisimage

Société suisse pour la gestion des droits
d'auteurs d'œuvres audiovisuelles

SSA

Société suisse de droits d'auteur
pour les œuvres dramatiques,
dramatico-musicales et
audio-visuelles.

Gesellschaft liegt, zusätzlich zur Kinofilmproduktion eine eigenständige, auf schweizerisches Publikum ausgerichtete, unabhängige Fernsehfilmproduktion zu entwickeln. Dies gilt in verstärktem Masse auch für die deutsche Schweiz, wo eine solche Fernsehfilmproduktion während mehr als zehn Jahren nicht mehr existierte. Bern, 4. Mai 2001

SRG SSR idée suisse

Die SRG SSR idée suisse zur Revision des Radio- und Fernsehgesetzes

Die SRG SSR idée suisse begrüsst die Zielsetzungen für die Revision des Radio- und Fernsehgesetzes (RTVG), erhebt aber Einwände gegen die Umsetzung im Entwurf und macht Vorschläge für eine konstruktive Weiterentwicklung. Der Zentralratsausschuss hat die Vernehmlassung einstimmig verabschiedet. Sie wurde aufgrund sorgfältiger Analysen in der Trägerschaft und im Unternehmen in allen Sprachregionen erarbeitet. Die SRG SSR stellt sich hinter das Ziel eines umfassenden schweizerischen Medienangebotes und eines starken Service public. Der Entwurf weist jedoch eine zu hohe Regelungsdichte auf, schränkt die SRG SSR programmlich und wirtschaftlich zusätzlich ein, verstärkt die staatlichen Kompetenzen und gewährt den übrigen Veranstaltern nicht genügend Freiheiten. Das neue RTVG soll gemäss der SRG SSR im konstruktiven Dialog mit den Betroffenen praxisorientiert weiterentwickelt werden.

Ja zu der Analyse und den Zielen

Die SRG SSR stimmt mit der Analyse der Ausgangslage für ein neues Gesetz weitgehend überein. Im Zuge der Digitalisierung und Globalisierung werden schweizerische Angebote in Zukunft noch mehr Konkurrenz bekommen. Die kleinen schweizerischen Märkte setzen jedoch privaten und kommerziellen Veranstaltern wirtschaftliche Grenzen. Service-public-Rundfunk ist die Voraussetzung für ein Angebot, das der Vielfalt des schweizerischen kulturellen, politischen und ökonomischen Lebens gerecht wird. Die SRG SSR stellt sich voll hinter das medienpolitische Ziel eines eigenständigen und international konkurrenzfähigen schweizerischen audiovisuellen Angebots. Sie teilt auch die Auffassung, dass der Service public umfassend verstanden werden muss und versteht sich als die massgebende Leistungsträgerin für diese Aufgabe, was auch der Bundesrat bestätigt. Damit in den sprachregionalen Märkten schweizerische Angebote qualitativ und quantitativ ihre Stellung halten können, braucht es eine solidarisch finanzierte, starke und innovative Institution. Voraussetzung für den Service public sind eine gemischte Finanzierung der SRG SSR über Gebühren und kommerzielle Einnahmen. Die Mischfinanzierung gewährleistet eine wirtschaftlich minimale Grösse, erhöht die Unabhängigkeit und sorgt für unternehmerische Dynamik. Die technische Verbreitung der Programme des Service public soll auch in Zukunft mit der Verpflichtung zu Verbreitung der Programme und einer angemessenen Preispolitik

garantiert sein. Die SRG SSR unterstützt auch die Absicht, weiteren Veranstaltern mehr Freiheiten einzuräumen, indem sie keine Konzession mehr benötigen, keinen Leistungsauftrag mehr erfüllen müssen und die Werbeordnung europäischem Niveau angepasst wird.

Einwände gegenüber der Umsetzung

Die SRG SSR ist der Auffassung, dass die Umsetzung dieser Ziele im konkreten Revisionsentwurf noch nicht gelungen ist. Im Ergebnis wird der Service public eher geschwächt statt gestärkt, wenn ihm mehr Verpflichtungen und Beschränkungen auferlegt und gleichzeitig Mittel entzogen werden. Zudem besteht eine Reihe von weiteren Einwänden: **Zu hohe Regelungsdichte** Der Revisionsentwurf enthält gemäss der Einschätzung der SRG SSR verschiedene Bestimmungen, welche eine erfolgreiche Umsetzung der Ziele gefährden. Im Vergleich zu heute wollen zahlreiche neue Artikel Inhalte gesetzlich regeln, die bis anhin auf der Ebene der Konzession und des Unternehmens behandelt wurden. Zusätzliche Normen betreffen auch die kommerziellen Veranstalter. Die SRG SSR plädiert für den Verzicht auf unnötige administrative Verpflichtungen sowie auf allgemeine Programmvorschriften für andere Veranstalter. Die SRG SSR kritisiert die Zunahme der Regelungsdichte im Entwurf und legt Wert auf die verfassungsrechtlich garantierte Unabhängigkeit von Radio und Fernsehen, die Autonomie in der Programmgestaltung und eine klare Unterscheidung von unternehmerischer Verantwortung und staatlichen Aufsichtsfunktionen.

Bedürfnisse der Radios berücksichtigen

Den unterschiedlichen Rahmenbedingungen von Radio und Fernsehen wird nach Auffassung der SRG SSR zu wenig Rechnung getragen. Die programmliche und wirtschaftliche Entwicklung ihrer Radios wird stark eingeschränkt, weil der Entwurf Verbote von Sparten- und Zielgruppenprogrammen und Einschränkungen von regionalen Angeboten ermöglicht. Beteiligungen an andern Veranstaltern sollen neu gesetzlich untersagt werden. Damit werden bereits bestehende, erfolgreiche Zusammenarbeitsformen von SRG-SSR-Radios, insbesondere in der Westschweiz, in Frage gestellt.

Weiterführung des

Gebührensplittings Im Gegensatz zum Konzept des Revisionsentwurfs spricht sich die SRG SSR nicht gegen eine Weiterführung des Gebührensplittings aus. Sie könnte sich sogar eine Weiterentwicklung vorstellen. Voraussetzung dafür sind jedoch klare Rechtsgrundlagen für ein durchsetzbares Inkassosystem und die Möglichkeit, allfällige Gebührenauffälle durch kommerzielle Aktivitäten zu kompensieren, was grundsätzlich auch für das Radio gelten muss.

Mehr Werbemöglichkeiten für kommerzielle, keine Rückschritte für die SRG SSR

Demgegenüber werden im Entwurf die Möglichkeiten des Service public für kommerzielle Einnahmen eingeschränkt. Die SRG SSR akzeptiert grundsätzlich Werbebedingungen, welche den kommerziellen Anbietern einen grösseren

Spielraum als ihr einräumen. Sie wehrt sich jedoch gegen zusätzliche Verbote, die unter anderem Heilmittelwerbung oder Verkaufsendungen betreffen. Das Geld, das damit der SRG SSR entzogen würde, wäre verloren. Es würde nicht wie erhofft den anderen Veranstaltern zufließen und stünde zugleich für Programmleistungen der SRG SSR nicht mehr zur Verfügung. Ein Sponsoringverbot hätte negative Folgen für Kultur und Sport. Mit den Vorschlägen im Entwurf würden ausserdem der schweizerischen Volkswirtschaft wichtige Werbeplattformen entzogen.

Distribution von Rundfunk ist nicht gleich Telekommunikation

Der Entwurf unterstellt die Rundfunkverbreitung dem Fernmeldegesetz. Er geht von einer umfassenden Konvergenz der Datenströme aus. Wirtschaftlich und technisch bestehen jedoch grosse Unterschiede zwischen Rundfunk und Telekommunikation. Sowohl das Verbreiten von umfassenden Programmen wie auch der mobile terrestrische Empfang sind besondere Aufgaben. Zudem besteht die Gefahr, dass der Rundfunk in direkte Konkurrenz zu der Telekommunikation gesetzt würde. Damit wären eine tragbare Preispolitik und der Zugang zu Übertragungskapazitäten im Markt nicht mehr sichergestellt. Die SRG SSR fordert deshalb, dass Rundfunkfrequenzen klar von der Telekommunikation abgegrenzt werden. Sie will zudem, dass sie und die übrigen Veranstalter wie heute die Distribution weiterhin selber steuern können. Trotz des Aufbaus der digitalen Verbreitung wird in den nächsten Jahren die analoge Verbreitung parallel erfolgen. Die Rundfunkveranstalter müssen voll in die Planung des Aufbaus von neuen Distributionsverfahren einbezogen bleiben, und sie sind in dieser Phase auf staatliche Unterstützung angewiesen. Im Übrigen gilt auch hier, dass zwischen TV und Radio unterschieden werden muss. Beim Radio ist zunächst die UKW-Sanierung vordringlich. Sodann wäre im Gesetz nicht nur der digitale Endzustand, sondern vor allem der Übergang vom analogen ins digitale Zeitalter zu regeln.

Föderale Organisation beibehalten

Die Organisation der SRG SSR wird in den Erläuterungen in Frage gestellt. Der Entwurf selber lässt die Rechtsform der SRG SSR offen, sieht allerdings die volle Wahl der Oberleitung durch den Bundesrat vor. Heute setzt sich der Zentralratsausschuss, der Verwaltungsrat des Gesamtunternehmens, aus den Präsidenten der Regionen und Vertretern des Bundes zusammen. Dies entspricht den föderalistischen und unternehmerischen Bedürfnissen. Eine rein vom Bundesrat bestimmte Oberleitung hingegen wäre ein unzweckmässiger Eingriff in die föderale Struktur und eine Verletzung der Organisationsautonomie der SRG SSR. Mit einer breiten Trägerschaft, einer dezentralisierten professionellen Organisation und unternehmerischen Methoden kann die SRG SSR heute und weiterhin einen Service public gewährleisten, der die vielfältigen Ansprüche von Politik, Wirtschaft, Kultur, Sport und insbesondere der Gebührenzahlenden erfüllt.

Beibehaltung von Bakom und UBI

Die bisherige unabhängige Kommunikationskommission (ComCom) soll gemäss dem Entwurf in Zukunft nicht nur für Telekommunikation, sondern auch für Rundfunk zuständig sein. Künftig soll die Unabhängige Beschwerdeinstanz (UBI) in die Kommission integriert und das heutige Bundesamt für Kommunikation (Bakom) als deren Sekretariat organisiert werden. Die SRG SSR befürwortet die Zuweisung von gewissen Kompetenzen an die ComCom, hält sie jedoch nicht für geeignet, sämtliche Aufgaben zu übernehmen. Die SRG SSR plädiert deshalb für die Beibehaltung des Bakom und der UBI.

Eidgenössische Medienkommission für alle, Publikumsräte für die SRG SSR

Ein vom Bundesrat eingesetzter Beirat soll überprüfen, ob die SRG SSR ihren Programmauftrag erfüllt. Diese wendet sich nicht grundsätzlich gegen die Grundidee des Beirats, nämlich den gesellschaftlichen Diskurs, äussert jedoch Vorbehalte gegenüber der vorgeschlagene Konstruktion. Sie anerkennt selbstverständlich ihre qualifizierte Rechenschaftspflicht. Dazu müssen allerdings Instrumente eingesetzt werden, welche die öffentliche Auseinandersetzung fördern, ohne die publizistische Unabhängigkeit zu gefährden. Die SRG SSR regt an, das vom Presserat vorgeschlagene Modell einer Eidgenössischen Medienkommission, welche die Leistungen von Radio und Fernsehen insgesamt beurteilt und den Bundesrat in medienpolitischen Fragen berät, näher zu prüfen. Die Beurteilung der Programme der SRG SSR soll weiterhin in erster Linie die Aufgabe von sprachregionalen Publikumsräten sein. Die Behördenorganisation insgesamt ist nach Auffassung der SRG SSR kein prioritäres Revisionsanliegen.

Praxisorientierte Lösungen im Dialog finden

Für die weiteren Revisionsarbeiten setzt sich die SRG SSR für eine konsequente Ausrichtung auf die Zielsetzungen ein. Sie erwartet, dass sich die Verwaltung im Dialog mit den Betroffenen die Revision stärker an den Realitäten der Praxis orientiert. Die Normendichte für den Service public darf nicht erhöht und für die übrigen Veranstalter soll sie reduziert werden. Das Prinzip der Subsidiarität staatlicher Eingriffe soll auch für den Service public gelten. Eigenverantwortung und Selbstkontrolle müssen gefördert werden. Die Aufsicht soll als Resultats- und nicht als Prozesskontrolle verstanden werden. Die SRG SSR akzeptiert eine qualifizierte Rechenschaftspflicht und ist gewillt, diese auszubauen. In der weiteren Gesetzesarbeit wird sich die SRG SSR konstruktiv für die Entwicklung von Verständigungslösungen einsetzen. Bern, 30. April 2001

Josefa Haas

Leiterin Unternehmenskommunikation SRG SSR idée suisse
Tel. 031 350 92 30 oder 079 321 92 66
Die Vernehmlassung ist im Internet unter www.srgssrideesuisse.ch vorhanden.

SRG SSR idée suisse à propos de la révision de la loi sur la radio-télévision.

SRG SSR idée suisse, qui salue les objectifs poursuivis par la révision de la loi sur la radio et la télévision (LRTV), soulève toutefois des objections en ce qui concerne leur mise en œuvre dans le projet de loi et formule des propositions pour un développement constructif. Le Comité du Conseil central a adopté à l'unanimité la consultation, élaborée sur la base d'analyses soignées au sein de l'organisation institutionnelle et de l'entreprise dans toutes les régions linguistiques. SRG SSR se rallie à l'objectif d'une offre médiatique suisse globale et d'un service public fort. Le projet présente toutefois une densité réglementaire trop élevée, entraîne des restrictions supplémentaires pour le programme et l'activité économique de SRG SSR, renforce les compétences de l'Etat et n'accorde pas suffisamment de libertés aux autres diffuseurs. Selon SRG SSR, il s'agit de poursuivre le développement de la nouvelle LRTV en l'ajustant sur la pratique, à la faveur d'un dialogue constructif avec les intéressés.

Oui à l'analyse et aux objectifs

SRG SSR partage largement l'analyse de la situation initiale pour la révision de la loi. Dans le sillage de la numérisation et de la globalisation, les offres suisses seront soumises à l'avenir à une concurrence encore accrue. Or les petits marchés suisses fixent des limites économiques aux diffuseurs privés et commerciaux. La radiodiffusion de service public est la seule qui puisse fournir une offre répondant à la diversité de la vie culturelle, politique et économique suisse.

SRG SSR se rallie pleinement à l'objectif politico-médiatique d'une offre audiovisuelle suisse autonome et compétitive au plan international. Elle partage également l'approche étendue du service public et se considère comme la principale prestataire des tâches qui en résultent, ce que confirme d'ailleurs le Conseil fédéral. Pour que les offres suisses aient une chance de s'affirmer en termes de qualité et de quantité sur les marchés régionaux-linguistiques, il faut une institution forte et innovante, financée sur le mode de la solidarité. Le service public SRG SSR a besoin d'un financement mixte par le biais de la redevance et des recettes commerciales. Le financement mixte garantit une taille économiquement viable, renforce l'indépendance et veille à la dynamique de l'entreprise. Il importe qu'à l'avenir aussi, la distribution technique des programmes du service public soit assurée à travers l'obligation de diffuser les programmes et une politique des prix adéquate. SRG SSR soutient aussi l'intention de ménager davantage de libertés aux autres diffuseurs en les libérant de l'obligation de demander une concession et de s'acquitter d'un mandat de prestations ainsi qu'en adaptant le régime publicitaire au standard européen.

Objections concernant la mise en œuvre

Selon SRG SSR, la mise en œuvre de ces objectifs dans le projet de loi n'est pas encore réussie. Le service public ressort plutôt affaibli que renforcé de

l'opération, si on lui impose davantage d'obligations et de restrictions tout en lui retirant des ressources. Une série d'autres objections est en outre formulée: **Trop forte densité réglementaire** De l'avis de SRG SSR, le projet de loi contient plusieurs dispositions qui menacent la mise en œuvre fructueuse des objectifs. Par rapport à aujourd'hui, de nombreux nouveaux articles entendent régler au niveau de la loi des contenus qui jusqu'ici étaient au niveau de la concession et de l'entreprise. Les diffuseurs commerciaux font eux aussi l'objet de normes additionnelles. SRG SSR est en faveur de la renonciation aux obligations administratives inutiles et aux prescriptions de programme générales à l'usage des autres diffuseurs. Elle critique l'accroissement de la densité réglementaire dans le projet et tient à ce que l'autonomie de la radio-télévision, garantie par la Constitution, de même que l'autonomie dans la réalisation des programmes soient respectées et à ce qu'une distinction claire soit opérée entre responsabilité d'entrepreneur et fonctions de contrôle exercées par l'Etat.

Prise en compte des besoins de la radio

Les différences que présentent les conditions-cadres de la radio d'une part, et de la télévision de l'autre, ne sont pas suffisamment prises en compte, d'après SRG SSR. Le développement des programmes et de l'économie de ses radios est fortement entravé, du fait que le projet permet d'interdire les programmes thématiques et ceux qui s'adressent à des groupes-cibles et de limiter les offres régionales. Il est prévu d'interdire désormais légalement les participations à d'autres diffuseurs. Des formes de collaboration déjà pratiquées avec succès par les radios SRG SSR, notamment en Suisse romande, sont ainsi remises en question.

Maintien du splitting de la redevance

Contrairement au projet de loi, SRG SSR n'est pas contre le maintien du splitting de la redevance. Elle pourrait même imaginer de le développer, à condition toutefois de disposer de bases légales claires pour un système d'encaissement susceptible de s'imposer et de pouvoir compenser d'éventuelles pertes de redevance par des activités commerciales, ce qui doit en principe aussi valoir pour la radio.

Davantage de possibilités publicitaires pour les commerciaux, pas de retour en arrière pour SRG SSR

A l'inverse, le projet limite les possibilités du service public d'exploiter les activités commerciales. SRG SSR accepte le principe d'un régime publicitaire accordant aux commerciaux une plus grande marge de manœuvre qu'à elle-même. Elle refuse toutefois les interdictions supplémentaires frappant notamment la publicité sur les médicaments ou les émissions de téléachat. L'argent ainsi retiré à SRG SSR serait perdu. Il n'alimenterait pas les caisses des autres diffuseurs, comme espéré, et ne profiterait plus aux prestations de programme de SRG SSR. Une interdiction de

sponsoring aurait des répercussions négatives sur la culture et le sport. Les propositions formulées dans le projet signifient en outre pour l'économie suisse la perte de plates-formes publicitaires importantes.

Radiodiffusion n'est pas synonyme de télécommunication

Le projet soumet la distribution de la radiodiffusion à la loi sur les télécommunications. Il part d'une convergence globale des flux de données. Economiquement et techniquement parlant, il existe toutefois de grosses différences entre radiodiffusion et télécommunication. Aussi bien la distribution de programmes complets que la réception terrestre mobile représentent des tâches particulières. Le risque existe en outre que la radiodiffusion soit mise en concurrence directe avec la télécommunication, ce qui ne permettrait plus de garantir une politique des prix supportable et l'accès au marché de la transmission. SRG SSR demande donc que les fréquences de radiodiffusion soient clairement séparées de la télécommunication. Elle entend par ailleurs qu'elle-même et les autres diffuseurs puissent continuer à gérer la distribution en propre. Malgré la mise en place de la distribution numérique, la diffusion analogique sera maintenue ces prochaines années en parallèle. Les radiodiffuseurs doivent rester pleinement intégrés à la planification des nouveaux procédés de diffusion et dans cette phase, ils ont besoin du soutien de l'Etat. Par ailleurs, il importe sur ce point aussi de distinguer entre TV et radio. En radio, la priorité est à accorder à l'assainissement des OUC. Enfin, la loi ne devrait pas seulement régler le stade final du numérique, mais surtout le passage de l'analogique à l'ère du numérique.

Maintien des structures fédéralistes

Le rapport explicatif met en question l'organisation de SRG SSR. Quant au projet de loi, il laisse ouverte la forme juridique de SRG SSR, tout en prévoyant une direction supérieure entièrement nommée par le Conseil fédéral. Actuellement, le Comité du Conseil central, qui joue le rôle de conseil d'administration de l'entreprise, se compose des présidents des régions et de représentants de la Confédération – une structure qui correspond aux besoins fédéralistes et d'entreprise. Une direction supérieure nommée par le seul Conseil fédéral constituerait par contre une atteinte inadéquate à la structure fédéraliste et une violation de l'autonomie de SRG SSR en matière d'organisation. Avec une organisation institutionnelle largement ancrée, une organisation professionnelle décentralisée et une gestion de type d'entreprise, SRG SSR pourra continuer à assurer un service public qui satisfait les multiples exigences de la politique, de l'économie, de la culture, du sport et, en particulier, de celles et ceux qui paient la redevance. **Maintien de l'OFCOM et de l'AIEP** Le projet de loi prévoit que l'actuelle commission indépendante de la communication (ComCom) ne soit désormais pas seulement compétente pour la télécommunication, mais aussi pour la radiodiffusion. L'autorité indépendante de plainte

(AIEP) sera à l'avenir intégrée à la commission et l'actuel Office fédéral de la communication (OFCOM) organisé comme secrétaire de cette même commission. SRG SSR approuve l'attribution de certaines compétences à la ComCom, mais n'estime pas qu'elle se prête à la prise en charge de toutes les tâches. SRG SSR plaide donc en faveur du maintien de l'OFCOM et de l'AIEP. **Commission fédérale des médias pour tous, conseils du public pour SRG SSR**

Un comité consultatif institué par le Conseil fédéral est chargé d'examiner si SRG SSR s'acquitte de sa mission de programmes. SRG SSR n'est pas foncièrement contre l'idée du comité consultatif, autrement dit du discours avec la société civile, mais émet des réserves vis-à-vis de la construction proposée. Elle reconnaît bien entendu son devoir qualifié de rendre compte. Pour ce faire, il faut toutefois recourir à des instruments qui favorisent le débat public sans menacer l'indépendance éditoriale. SRG SSR suggère d'examiner de plus près le modèle proposé par le conseil de la presse d'une commission fédérale des médias chargée d'évaluer les prestations de la radio-télévision dans son ensemble et d'assister le Conseil fédéral pour les questions de politique des médias. L'évaluation des programmes de SRG SSR doit essentiellement rester l'affaire de conseils régionaux du public. De l'avis de SRG SSR, l'organisation générale des autorités n'est pas un objet de révision prioritaire.

Trouver, par le dialogue, des solutions conforme à la pratique Pour la suite des travaux de révision, SRG SSR est pour un alignement systématique sur les objectifs. Elle entend que l'administration, à travers le jeu du dialogue avec les intéressés, ajuste davantage la révision aux réalités de la pratique. La densité normative ne doit pas être renforcée pour le service public et connaître une réduction pour les autres diffuseurs. Le principe de subsidiarité de l'intervention étatique doit aussi s'appliquer au service public. Il y a lieu de favoriser l'auto-responsabilité et l'auto-contrôle. La surveillance est à comprendre comme un contrôle des résultats et non des procédures. SRG SSR accepte un devoir qualifié de rendre compte et est prête à l'étendre. Pour la suite des travaux législatifs, SRG SSR entend s'investir de manière constructive dans le développement de solutions consensuelles.

Berne, le 30 avril 2001

Josefa Haas

Cheffe Communication d'entreprise
SRG SSR idée suisse

Tél. 031 350 92 30 ou 079 321 92 66

La consultation est disponible à

l'adresse Internet
www.srgideesuisse.ch.

Suissimage

Assemblée générale de Suissimage
C'est le 27 avril 2001 que s'est tenue l'assemblée générale de Suissimage au Casino de Berne. Les affaires statutaires se sont concentrées principalement sur les élections.

L'assemblée générale a élu la conseillère nationale radicale zurichoise Lili Nabholz au poste de présidente de Suissimage. Madame Nabholz est avocate et elle était le porte-parole du groupe radical-démocratique au Conseil national lors de la dernière révision du droit d'auteur. Elle est entrée au Conseil national en 1987 et fait partie notamment de la délégation du Conseil de l'Europe.

La présidente élue en 1995, Madame Josi J. Meier, avait en effet malheureusement décidé de se retirer. Elle a été élue présidente d'honneur par l'assemblée générale et son départ a été salué par des applaudissements nourris. Durant les cinq ans qu'a duré son mandat, elle est parvenue notamment à obtenir un accord de collaboration avec la SSA et elle a trouvé une solution réalisable à la question du statut de coauteur concernant les techniciens du film. Ses remarques souvent teintées d'humour, toujours pertinentes et percutantes, dont elle a donné une nouvelle preuve lors de cette assemblée générale, resteront gravées dans nos mémoires.

Au sein du comité, Marian Amstutz et Willi Egloff, démissionnaires, ont été remplacés par Mirjam Krakenberger et Marcel Hoehn.

Dans le cadre du Fonds culturel, on a renoncé, sur proposition du comité, à élire des suppléants. Pour l'élection des cinq membres du conseil de fondation, le comité avait fait à l'assemblée générale une proposition équilibrée qui respectait la répartition entre auteurs et titulaires de droits, entre langues nationales et sexes, et qui assurait la représentation minimale du Comité prévue par les statuts. Toutefois, à la suite de nombreuses candidatures individuelles spontanées, Dominique de Rivaz, membre sortant dont le

comité avait proposé la réélection, a été remplacée par Hans-Ulrich Schlumpf, entraînant de ce fait une sous-représentation de la Suisse romande au sein de la commission.

Le nouveau conseil de fondation du Fonds culturel se compose donc désormais de Josy Meier et Hans-Ulrich Schlumpf pour les auteurs (tous deux nouveaux), de Werner Swiss Schweizer (réélu) et Anne-Catherine Lang (nouvelle) pour les titulaires de droits ainsi que de Roland Cosandey (nouveau) pour le siège «neutre».

Les cinq membres du conseil de fondation du Fonds de solidarité ont, pour leur part, été réélus.

Pour ce qui est des autres points à l'ordre du jour, l'assemblée générale a approuvé trois modifications du règlement de répartition. En outre, elle a fixé jusqu'à nouvel ordre à 7% et 3% la clé de répartition entre le Fonds culturel et le Fonds de solidarité, optant pour un modèle qui à long terme fait ses preuves. Cette mesure doit permettre aux deux Fonds de mieux planifier leurs finances à long terme.

Pour clore l'assemblée générale, les quelque cent membres et invités ont été conviés à un apéritif et au buffet qui suivait. Lorsqu'il s'agira de fixer la date de la prochaine assemblée générale, l'on tiendra compte du Festival de Nyon qui se déroule en même temps, à moins que l'assemblée générale soit précisément déplacée là-bas.

Suissimage/Dieter Meier

Generalversammlung Suissimage

Am 27. April 2001 hat im Casino Bern die Generalversammlung von Suissimage stattgefunden. Im Mittelpunkt der statutarischen Geschäfte standen dabei die Wahlen.

Die Generalversammlung wählt die Zürcher FDP-Nationalrätin Lili Nabholz zur neuen Präsidentin von Suissimage. Frau Nabholz ist Rechtsanwältin und war bei der letzten Revision des Urheberrechtes Sprecherin der FDP-Fraktion im Nationalrat. Sie ist seit 1987 Mitglied des Nationalrates, wo sie unter

anderem der Delegation des Europarates angehört.

Die bisherige, 1995 gewählte Präsidentin Josi J. Meier tritt leider auf eigenem Wunsch zurück. Sie wurde durch die Generalversammlung zur Ehrenpräsidentin gewählt und unter grossem Applaus verabschiedet. Ihr gelang es, in der fünfjährigen Amtszeit insbesondere zu einer Zusammenarbeitsvereinbarung mit der SSA zu gelangen, und für die Frage der Miturheberschaft der FilmtechnikerInnen eine praktikable Lösung zu finden. Ihre oft witzigen, stets träfen und prägnanten Feststellungen, mit denen sie auch die diesjährige Generalversammlung wieder leitete, werden uns in bester Erinnerung bleiben.

Im Vorstand wurden die zurücktretenden Marian Amstutz und Willi Egloff durch Mirjam Krakenberger und Marcel Hoehn ersetzt.

Beim Kulturfonds wurde auf Vorschlag des Vorstandes auf die Wahl von Supplémenten verzichtet. Für die Wahl der fünf Stiftungsräte hat der Vorstand der Generalversammlung einen ausgewogenen Vorschlag unterbreitet, der ein Gleichgewicht zwischen Urheber und Rechteinhabern, zwischen den Landessprachen und den Geschlechtern berücksichtigte und die statutenmässig vorgesehene minimale Vertretung des Vorstand sicherte. Verschiedene spontane Einzelkandidaturen führten aber dazu, dass schliesslich anstelle der bisherigen und vom Vorstand wieder vorgeschlagenen Dominique de Rivaz neu Hans-Ulrich Schlumpf gewählt wurde und als Folge davon die Romandie nun in der Kommission untervertreten ist.

Der neugewählte fünfköpfige Stiftungsrat des Kulturfonds setzt sich nun zusammen aus Josy Meier und Hans-Ulrich Schlumpf für die Urheberseite (beide neu), Werner Swiss Schweizer (bisher) und Anne-Catherine Lang (neu) für die Rechteinhaber sowie Roland Cosandey (neu) für den «neutralen» Sitz.

Der fünfköpfige Stiftungsrat des Solidaritätsfonds wurde in bisheriger Besetzung wiedergewählt.

Bei den übrigen Geschäften stimmte die Generalversammlung drei Änderungen des Verteilungsgesetzes zu. Weiter wurde der Aufteilungsschlüssel zwischen Kultur- und Solidaritätsfonds mit 7% zu 3% bis auf Weiteres verbindlich festgelegt. Das längerfristige Festschreiben dieses bewährten Aufteilungsschlüssels soll den beiden Fonds eine längerfristige Finanzplanung ermöglichen.

Im Anschluss an die Generalversammlung waren die rund 100 Mitglieder und Gäste zu Apéro und Buffet eingeladen. Bei der terminlichen Festlegung der nächstjährigen Generalversammlung soll auf das gleichzeitig stattfindende Filmfestival von Nyon Rücksicht genommen oder aber die Generalversammlung dorthin verlegt werden.

Suissimage/Dieter Meier

Ciné-Communication

Knorr neuer Chefredaktor bei der Zeitschrift FILM

Wolfram Knorr, 56, verlässt nach 26 Jahren die «Weltwoche», war in den «internas» einer Ausgabe der Wochenzeitung von der Föhrlibückstrasse zu lesen. Über die Hintergründe der Trennung herrscht Unklarheit. Über die Zukunft der Ikone der hiesigen Filmkritik nicht mehr: Knorr wechselt auf den Chef-Redaktoren-Sessel der Deutschschweizer Ausgabe der Zeitschrift FILM.

Knorr, geboren 1944 in Coburg (Bayern), begann nach Lehrjahren als Regie-Assistent bei Seitz-Film in München seine journalistische Laufbahn als Redaktor bei «Underground» in Köln und später als Freier bei verschiedenen deutschen Publikationen.

Von 1974 bis Anfang dieses Jahres war Knorr Kulturredaktor und zeitweise Ressortleiter Kultur bei der «Weltwoche». Daneben realisierte Knorr Beiträge für Radio wie Fernsehen und verfasste ein Buch über «Monster, Movies, Macht und Massen».

Die Wahl von Wolfram Knorr steht nicht nur für Kontinuität hinsichtlich cineastischer, stilistischer und filmpolitischer Kompetenz der Zeitschrift FILM, sie steht auch für eine Erweiterung der Perspektive. Mehr als nur Information und kritische Auseinandersetzung mit Kinofilmen sollen in FILM Beachtung finden: Die Leserinnen und Leser werden auch mit Neuigkeiten aus den benachbarten visuellen Welten (DVD, TV, Comic, Playstation, Internet) unterhalten. Und – schliesslich geht es bei FILM auch um eine glamouröse Kunst – dürfen auch «Branchenklatsch», Insider-Infos und Nachrichten aus der Wirtschaftswelt der Filmindustrie bei FILM nachzulesen sein.

Und dies alles selbstverständlich ohne dabei die zentrale Aufgabe der Zeitschrift FILM zu vernachlässigen: intelligente, vorurteilslose Auseinandersetzung mit dem einflussreichsten Medium der Gegenwart – dem bewegten Bild

Zürich, 4. Mai 2001



«Blue End» de Kaspar Kasics

Pro Helvetia

Veranstaltung:
Schweizer Filmreihe und
Begegnungswoche im Filmmuseum
Potsdam

Datum:
März – Oktober 2001
Begegnungswoche:
5. – 11. November 2001

Land:
Deutschland

Stadt:
Potsdam

Partner:
Filmmuseum Potsdam

Programm in Arbeit:
«Grüezi» von Jonas Raeber, 1994,
«Frauennot-Fraueglück» von Sergej
Eisenstein & Edouard Tissé, 1929,
«Männer im Ring» von Erich
Langjahr, 1991, «Palaver, Palaver»,
1990, «Siamo italiani/Die Italiener»,
1964, von Alexander J. Seiler,
«Chronique paysanne en Gruyère»,
1990, «Journal de Rivesaltes», 1997,
von Jacqueline Veuve, «Well Done»
von Thomas Imbach, 1994, «Die
unterbrochene Spur», 1981,
«Bitterfeld, 1992», 2001, von Mathias
Knauer, «Züri brännt» von Ronnie
Wahli u.a., 1980, «Do It» von Marcel
Zwingli & Sabine Gisiger, 2000,
«Sammlerglück & Mehrwegflaschen»
von Armin Biehler, 1999, «Der Duft
des Geldes» von Dieter Gränicher,
1998, «Eine andere Geschichte» von
Tula Roy & Christoph Wirsing, 1993,
«Sophie Taeuber-Arp» von Christoph
Kühn, 1993, «Pickelporno» von
Pippilotti Rist, 1992, «Zuppa
Tartaruga» von Karin Gemperle,
1998, «Hotel Belgrad» von Andrea
Staka, 1998, «Vaterdiebe» von Esen
Isik, 1999, «Blush» von Barbara
Kulcsar, 1999, «La différence» von
Rita Küng, 1999, «Summertime» von
Anna Luif, 2000, «Das Engadiner
Wunder» von Tania Stöcklin & Anka
Schmid, 2001, «ID Swiss» von Fulvio
Bernasconi, Christian Davi, Nadia
Fares, Wageh George, Kamal Musale,
Thomas Thümena, Stina Werenfels,
1999, «Gasser und Gasser» von Iwan
P. Schumacher, 1994, «Pastry, Pain
and Politics» von Stina Werenfels,
1998, «Closed Country» von Kaspar
Kasics, 1999, «Charlotte, vie ou
théâtre» von Richard Dindo, 1992

Delegation:
Mathias Knauer / 20. – 24. Juni 2001

Veranstaltung:
Cine suizo para América Latina
(Lateinamerika-Tournee, 2000 -
2002)

Koordinator:
Cinemateca Uruguay, Montevideo

Land:
Kolumbien
Stadt:
Bogotá, Museo de Arte Moderno,
25. Mai – 05. Juni 2001
Bogotá, Patrimonio Filmico,
26. Mai – 06. Juni 2001
Barranquilla, Cinemateca del Caribe,
01. – 12. Juni 2001
Medellín, Centro Colombo
Americano,
06. – 17. Juni 2001
Cali, Cinemateca de Valle,
09. – 23. Juni 2001

Partner:
Centro Colombo Americano,
Medellín
Programm:
Siehe CB-Ausgabe 307, Mai 2001

Veranstaltung:
Swiss Film Season

Datum:
04. – 11. Juni 2001

Land:
Mongolei

Stadt:
Ulan Bator

Kinos:
«Serelt – Och» und «Ard»

Partner:
Mongolian Movies Co., Ulan Bator

Programm:
«Clandestins», 1997, Nicolas
Wadimoff, «Höhenfeuer», 1985, Fredi
M. Murer, «Fourbi», 1996, Alain
Tanner, «Emporte-moi», 1999, Léa
Pool, «Pas de café, pas de télé, pas de
sexe», 1999, Romed Wyder, «Well
Done», 1994, Thomas Imbach,
«Rolling», 1997, Peter Entell, «Zuppa
Tartaruga», 1998, Karin Gemperle,
«Summertime», 2000, Anna Luif
Delegation:
Nicolas Wadimoff

Veranstaltung:
Cinéma: artistes & architectes
(s. Veranstaltung «Cinéma et
architecture – regards suisses», März/
April 2001 in Strassburg)

Datum:
12. – 16. Juni 2001

Land:
Frankreich

Stadt:
Paris

Partner:
Centre culturel suisse, CCSP

Programm:
«Alberto Giacometti, qu'est-ce
qu'une tête?» von Michel Van Zele,
2000, «I like music – Alexis Weissen-
berg» von Mando Bernardinello und
Osvaldo Tritten, 2000, «Kenwin» von
Véronique Goël, 1996, «Une Ville à
Chandigarh» von Alain Tanner, 1966,
«Die Reisen des Santiago Calatrava»
von Christoph Schaub, 1999, «Berlin-
Cinéma» (titre provisoire) von Samira
Gloor-Fadel, 1999, «Tamaro.Pietre e
angeli. Mario Botta Enzo Cucchi»
von Villi Hermann, 1998, «Alberto
Sartoris - la memoria di un secolo»
von Elda Guidinetti u. Andres Pfäffli,
1994, «Il girasole - una casa vicino a
Verona» von Christoph Schaub und
Marcel Meili, 1995, «Lieu, funcziun e
furma» von Christoph Schaub, 1996,
«Il project Vrin» von Christoph
Schaub, 1999, «Tate Modern» von
Beat Kuert, 2000, «Die neue
Wohnung» von Hans Richter, 1930,
«Meta-Mecano» von Ruedi Gerber,
1997

Delegation:
Christoph Schaub

Veranstaltung
Festival du film d'architecture
(s. Veranstaltung «Cinéma et
architecture – regards suisses», März/
April 2001 in Strassburg)

Datum:
16. – 18. Juni 2001

Land:
Frankreich

Ort:
Athis Mons

Partner:
Centre culture d'Athis Mons

Programm:
«Kenwin» von Véronique Goël, 1996,
«Une Ville à Chandigarh» von Alain
Tanner, 1966, «Die Reisen des
Santiago Calatrava» von Christoph
Schaub, 1999, «Berlin-Cinéma» (titre
provisoire) von Samira Gloor-Fadel,
1999, «Alberto Sartoris - la memoria
di un secolo» von Elda Guidinetti und
Andres Pfäffli, 1994, «Il girasole - una
casa vicino a Verona» von Christoph
Schaub und Marcel Meili, 1995,
«Lieu, funcziun e furma» von
Christoph Schaub, 1996, «Il project
Vrin» von Christoph Schaub, 1999,

«Raum, Stadt, Bauten» von Edith Jud,
1998, «Tate Modern» von Beat Kuert,
2000, «Die neue Wohnung» von Hans
Richter, 1930
Delegation:
Christoph Schaub

Veranstaltung:
Ciclo Robert Frank

Datum:
6. Juni – 6. Juli 2001

Land:
Spanien

Ort:
Madrid

Partner:
Filmoteca Española, Madrid

Programm:
«Conversation in Vermont», 1969,
«About me: a Musical», 1971, «Life
Dances on...» 1979, «Energy and how
to get it», 1981, «Home
Improvements», 1985, «Hunter»,
1989, «Pull my Daisies», 1959, «Me
and my Brother», 1968, «This Song for
Jack», 1983, «Candy Mountain», 1987

Veranstaltung:
Multiculturalism: Swiss Film

Programm

Datum:
21. – 30. Juni 2001

Land:
Russland

Ort:
Moskau

Partner:
Moskau International Film Festival

Programm:
«Azzurro», 2000, von Denis Rabaglia
«Who's next», 1999, von Felix Tissé,
«Vollmond», 1998, von Fredi M.
Murer, «Das Schweigen der Männer»,
1997, von Clemens Klopfenstein,
«Miel et Cendre», 1996, Nadia Fares
«The Written Face», 1995, von Daniel
Schmid, «La femme de Rose Hill»,
1989, Alain Tanner, «ID Swiss», 1999,
von Fulvio Bernasconi, Christian
Davi, Wageh George, Nadia Fares,
Kamal Musale, Thomas Thümena,
Stina Werenfels, «Babylon 2», 1993,
von Samir, «Trickfilmküche No. 1»,
1998, div. Autoren, «Hotel Belgrad»,
1998, von Andrea Staka, «Pastry, Pain
and Politics», 1998, von Stina
Werenfels, «La difference», 1999, von
Rita Küng, «Feuermann», 1995, von
Gerry Kunz

Publications dans CB

Nous rappelons aux associations et institutions membres du Comité de patronage de CB que la traduction de leurs informations destinées à la rubrique Communication n'est pas assurée par la rédaction. Les prises de position, lettres ouvertes ou autres contributions sont par ailleurs les bienvenues. En fonction de leur intérêt, la rédaction peut décider de les publier dans les pages rédactionnelles.

Publikationen im CB

Wir möchten den Verbänden und Institutionen des Patronatskomitees des CB in Erinnerung rufen, dass die Übersetzung ihrer Informationen für die Rubrik Communications nicht durch die Redaktion gewährleistet ist. Standpunkte, offene Briefe und andere Beiträge hingegen sind willkommen. Die Redaktion entscheidet je nach Inhalt und Aktualität, ob ihre Veröffentlichung auf den redaktionellen Seiten.

Erinnerungen für die Zukunft

Regie:
Peter Scheiner
Genre:
Dokumentarfilm
Sony DV, Farbe
Sprache:
slowakisch, ungarisch, deutsch
Länge:
52 Min (26 Min Kurzfassung)
Inhalt/Contenu:
Ein Tag zum Gedenken an die Vernichtung der jüdischen Mitbürger der Stadt Komarno und die heutige Situation der Überlebenden und ihrer Nachkommen
Produktion:
AVA Scheiner AG, 8005 Zürich und STF Slovenska Televizia
Auftraggeber:
Eigenproduktion
Produktion:
AVA Scheiner AG, Neugasse 6 8005 Zürich
Ausführend:
Peter Scheiner
Nationale Institutionen:
keine
Europäische Inst.:
keine
TV:
STF Slovenska televizia Schnitt und Finish
Kantonale/städtische Inst.:
keine
Eigenfinanzierung:
ja
Privat:
noch offen
Gesamtbudget:
CHF 80'000.-
Dreharbeiten:
bereits erfolgt
Drehorte:
Zürich und Komarno (Slowakei)
Termin:
1999-2001
Anzahl Drehtage:
8
Darsteller:
keine
Buch:
Susanne Scheiner-Seifert, lic phil.
Kommentartext:
Susanne Scheiner und Thomas Hucko (slowakische Fassung)
Kamera:
Adrian Zschokke und Tomas Hucko (SK)
Montage Assistent:
Thomas Hucko(SK)
Musik:
Archiv
Tonstudio:
STV Bratislava
Fertigstellung:
2001
Ausstrahlung:
22. Mai 2001 Slowakisches Fernsehen

Zauberfelsen

Regie:
Peter Ammann
Genre:
Dokumentarfilm
DV / 35mm, Farbe
Sprache:
französisch, deutsch, english
Länge:
90 Min.
Inhalt:
Der Film führt in die Welt der Buschleute, der Jäger u. Sammlerinnen, die einst das ganze südliche Afrika bewohnten. Sie wurden von den weissen Kolonisatoren

weitgehend dezimiert. Übrig bleibt ihre einzigartige Felskunst. Nachkommen der weissen Kolonisatoren begannen, sich wieder für diese frühen Menschen zu interessieren, entdeckten den Schatz ihrer Felsbilder und Mythen und suchten so die Rückverbindung zu jenen physisch wie psychisch verdrängten «Ahnen». Für die Schwarzen erfolgt diese Rückverbindung anders. Manche zählen zu ihren Ahnen die Geister der verschwundenen Buschleute, die sich in den einst von ihnen bewohnten und bemalten Höhlen manifestieren. Sie sind Orte von besonderer Heilkraft.
Produktion:
Triluna Film AG
Neugasse 6
8005 Zürich
Ausführend:
Rudolf Santschi
Produktionsassistent:
Urs Schweizer
Administration:
Roland Stampfli
Nationale Institutionen:
CHF 318'950.-
Europäische Inst:
CHF 262'400.-
Kantonale/städtische Inst.:
CHF 30'000.-
Eigenfinanzierung/ Autofinancement:
CHF 115'000.-
Privat:
CHF 35'000.-
Gesamtbudget/Budget total:
CHF 793'000.-
Dreharbeiten:
7. Mai 2001 - 27. Juni 2001
Drehorte:
Südafrika, Namibia, Botswana
Anzahl Drehtage:
35 Tage
Buch:
Peter Ammann
Kommentartext:
Peter Ammann
Kamera:
Axel Brandt
Assistenz:
Matthias Bolliger
Originalton:
Dieter Meyer
Montage Assistent:
Müller
Musik:
Musik der Buschleute
Tonstudio:
Magnetix
Labor:
Swiss Effects/ Egli Film
Fertigstellung:
Winter 2001
Verleih:
Look Now!
Ausstrahlung:
Winter 2002 TSR, ARD

Les petites couleurs

Réalisation:
Patricia Plattner
Genre:
Comédie sentimentale
Pellicule 35mm
Longueur:
100 min.
Version:
Française
Contenu:
Christelle (Anouk Grinberg) a 35 ans, elle est coiffeuse dans une bourgade de campagne. Christelle est conformiste et soumise, Francis, son mari, primaire et violent - il n'a pas peur de frapper pour se faire obéir. Soumise, Christelle? Pas tant que ça. Apprenant que Francis veut confier

sa nouvelle machine à coiffer futuriste à une autre, elle l'assomme et s'enfuit en voiture... avec la machine.
Elle trouve refuge dans un motel vieillot, Le Galaxy, qui fait aussi relais routier et dancing.
La patronne, Mona (Bernadette Lafont), est une émouvante et pétulante veuve de 55 ans.
Les deux femmes se découvrent une passion commune pour un soap-opera télévisé: «Le Ranch de l'amour». Une véritable amitié se noue entre elles.
Mais que va devenir Christelle?
Production:
Light Night Production
Patricia Plattner
22, Filature
1227 Carouge
Tel.022 342 31 31
Fax 022 300 00 71
info@lightnight.ch
Co-production:
Gemini Films
Paulo Branco
34, Boulevard Sébastopol
F-75004 Paris
Tel. +33 1 44 54 17 17
Fax +33 1 01 44 54 96 66
geminii@easynet.fr
Télévision Suisse Romande
Philippe Berthet
CP 234
1208 Genève 11
Tel. 022 708 99 11
info@tsr.ch
Directeur de production:
Xavier Grin
Régisseur général:
Filippo Bonacci
Financement suisse:
OFC: CHF 500'000.-
TSR: CHF 450'000.-
Suissimage: CHF 250'000.-
Ville de Genève et fonds régionaux:
CHF 185'000.-
Pré-ventes: CHF 137'907.-
Light Night Production:
CHF 320'000.-
Budget total:
CHF 3'437'545.-
Dates de tournage:
14 mai 2001 - 6 juillet 2001
Nombre de jours de tournage:
38 jours
Lieux de tournage:
Etoy (Vaud), Genève, Orbe (Jura)

Nombres d'acteurs:
37
Acteurs principaux:
Anouk Grinberg, Bernadette Lafont, Philippe Bas, Jean-Pierre Gos, Gilles Tschudi
Scénario original:
Sarah Gabay
Adaptation et dialogues:
Barbara Grinberg, Patricia Plattner
Assistant de réalisation:
François-Christophe Marzal
Scripte:
Delphine Régnier
Chef opérateur:
Matthias Kaelin
1er assistant opérateur:
Séverine Barde
Photographe de plateau:
Jacques Berthet
Chef électricien:
Samy Emery
Chef machiniste:
Blaise Bauquis
Ingénieur du son:
Henri Maïkoff
Décors:
René Lang, Roger Martin
Accessoiriste de plateau:
Rekha Musale
Costumières:
Florence Buholzer-Jöhr
Valérie Debuck
Maquilleur:
Pascal Thiollier
Coiffeuse:
Delphine Lacaze
Montage:
Maya Schmid
Monteur son:
(ouvert)
Musique:
Jacques Robellaz
Studio son:
SDS, Berne
Distribution:
Frenetic Films
Bachstrasse 9
8038 Zürich
Gemini Film
34 bld. Sébastopol
F-75004 Paris
Atalanta Filmes
Première:
Avril 2002
Passage TV:
TSR (ouvert)
CANAL+ France (ouvert)

Abonnement

Talon einsenden an / Prière de retourner le coupon à:

Abo-Dienst FILM / Cinébulletin
Zollikofer AG
Postfach
8001 St. Gallen

Ich bestelle ein Jahresabonnement des Cinébulletin zum Preis von Fr. 55.- (Ausland Fr. 70.-) inkl. 2,3% MWSt, beginnend mit der Nummer.....

Je désire souscrire un abonnement d'un an à Cinébulletin, au prix de Fr. 55.- (étranger Fr. 70.-) 2,3% TVA incluse, à dater du numéro:

Name / nom:

Adresse / adresse:

Tel. / Fax:

Cairo/Egypt

9. - 20.10.2001
Cairo International Film Festival
 Wettbewerb und div. Sektionen:
 Spiel- und Dokumentarfilme, 35mm,
 engl. oder franz. UT. Filmmarkt.
 Diverse Preise.
 Anmeldung: 15.8.2001
 17, Kasr el Nil Street
 Cairo, Egypt
 Tel. 00202 392 39 62
 Fax 00202 393 89 79
 E-mail: info@cairofilmfestival.com
 www.cairofilmfest.com

Chicago/United States

4. - 18.10.2001
Chicago International Film Festival
 Wettbewerb und diverse andere
 Kategorien: Spiel-, Dokumentar-,
 Kurz-, Trick- und Schulfilme, 35mm,
 16mm. Anmeldegebühr zwischen
 US\$35.— und US\$100.—
 Anmeldung: 27.6.2001
 32 West Randolph Street
 Suite 600
 USA-Chicago Illinois 60601
 Tel. 001 312 425 94 00
 Fax 001 312 425 09 44
 E-mail: info@chicagofilmfestival.com
 www.chicagofilmfestival.com

Genève/Switzerland

22. - 28.10.2001
Cinéma tout écran
 Longs métrages de fiction produits
 par la TV, mais de qualité
 cinématographique. Courts métrages
 internationaux en compétition.
 Inscription: 1.8.2001
 Maison des Arts du Grütli
 16, rue Général Dufour
 Case postale 5305
 1211 Genève 11
 Tel. 022 800 15 54
 Fax 022 329 37 47

E-mail: info@cinema-tout-ecran.ch
 www.cinema-tout-ecran.ch

Gent/Belgium

9. - 20.10.2001
Flanders International Film Festival
 Wettbewerb: Spiel- und Dokumen-
 tarfilme, 35mm, 16mm, mind. 80'.
 Diverse andere Sektionen.
 Anmeldung: 9.8.2001
 Kortrijksesteenweg 1104
 B-9051 Gent
 Tel. 0032 9 242 80 60
 Fax 0032 9 221 90 74
 E-mail: info@filmfestival.be
 www.filmfestival.be

London/United Kingdom

1. - 15.11.2001
London Film Festival
 Nur britische Erstausführungen. Kein
 Wettbewerb. Spiel-, Dokumentar-
 und Kurzfilme, alle Formate.
 Anmeldung: 1.8.2001
 South Bank
 GB-London SE1 8XT
 Tel. 0044 171 815 13 22 / 23
 Fax 0044 171 633 07 86
 E-mail: mark.adams@bfi.org.uk
 www.lff.org.uk/lff

Los Angeles/United States

1. - 11.11.2001
**Los Angeles International Film
 Festival**
 International documentary
 competition. Spiel-, Dok-,
 Animations- und Kurzfilme (max.
 30'), der Formate 35mm und 16mm.
 «European Showcase» bestehend aus
 12 Filmen. Uraufführung in Los
 Angeles. Englische Untertitel. Gebühr
 US\$30.— bis 50.— je nach Film und
 Anmeldetermin
 Anmeldung: 16.7.2001
 2021 N. Western Avenue

USA-Los Angeles, CA 90027-1657
 Tel. 001 323 856 7707
 Fax 001 323 462 4049
 E-mail: affest@afionline.org
 www.afionline.com

Montréal/Canada

11. - 21.10.2001
**Festival international du Cinéma et
 des nouveaux Médias**
 LM et CM de fiction, documentaires,
 films d'animation, d'art et films
 expérimentaux, 35mm, 16mm, vidéo.
 Frais d'inscription: US\$ 20.-
 Inscription: 1.6.2001
 3530, Byd St-Laurent
 Montréal, Québec
 Canada H2X 2V1
 Tel. 001 514 847 92 72
 Fax 001 514 847 07 32
 E-mail: montrealfest@fcm.com

Montréal/Canada

23. - 3.9.2001
Festival des films du monde
 Compétition: fiction (longs) et courts
 métrages (max. 15'), 35mm et 70mm,
 parlés ou s.t. en français ou anglais,
 inédits autre que dans pays d'origine.
 Grand prix Of the Americas. Diverse
 sections, e.a. Cinéma d'aujourd'hui
 et de demain longs (35mm, 16mm,
 vidéo) et courts métrages (35mm).
 Marché du film.
 Inscription: 1.7.2001
 1432 de Bleury
 Montréal, Québec
 Canada H3A 2J1
 Tel. 001 514 848 3883 / 848 9933
 Fax 001 514 848 3886
 E-mail: ffm@qc.aira.com
 www ffm-montreal.org

Namur/Belgium

28. - 6.10.2001

Festival international du film francophone

Longs et courts métrages de fiction et
 documentaire, films francophones.
 Formats: 35mm, 16mm et Beta SP.
 Compétition et section informative
 internationale.
 Inscription: 15.8.2001
 175, rue des Brasseurs
 B-5000 Namur
 Tel. 0032 81 24 12 36 / 24 12 55
 Fax 0032 81 22 43 84
 E-mail: fiff@skynet.be
 www.fiff.namur.be

New York/United States

28. - 14.10.2001
New York Film Festival
 Kein Wettbewerb. Filme aller Genres
 ohne Längenbeschränkung mit
 englischen Untertiteln. Formate:
 35mm, 16mm. Premiere in New York
 City.
 Anmeldung: 15.7.2001
 Film Society of Lincoln Center
 70 Lincoln Center Plaza
 USA-New York, NY 10023-6595
 Tel. 001 212 875 5628 / 875 5610
 Fax 001 212 875 5636
 www.filmlinc.com

Portsmouth/United States

31. - 3.9.2001
Telluride Film Festival
 Spiel-, Dokumentar- Kurz-, Trick-
 und Schulfilme. 35mm, 16mm und
 Video von alle Längen. Premiere für
 Nord Amerika. Anmeldegebühr.
 Anmeldung: 15.7.2001
 379 State Street, #3
 USA-Portsmouth, NH 03801
 Tel. 001 603 433 92 02
 Fax 001 603 433 92 06
 E-mail: telluridefilm@aol.com
 www.telluridefilmfestival.com

Hochschule für Gestaltung und Kunst Zürich

HGKZ

Für den Studienbereich Film/Video suchen wir auf den
 1. September 2001 oder nach Vereinbarung eine/n

technische/n Mitarbeiter/in (80%)
 für die Produktionsbereiche Film, Video und Ton.

Zu den Aufgaben gehören Wartung, Unterhalt, Organisation und
 Ausleihe der Gerätschaften und der technischen Einrichtungen
 für Film- und Videoproduktionen; technische Vorbereitung von
 Seminarien; Instruktion und technische Betreuung von Studieren-
 den inkl. Unterstützung bei grösseren Dreharbeiten.

Wir erwarten fundierte Qualifikationen in den traditionellen wie
 auch in den neuen Medientechniken (sowohl 16mm-Technik und
 analoge Tonaufzeichnung als auch digitale Video- und Audio-
 aufnahmetechnik), EDV-Kenntnisse, Organisationstalent, Koopera-
 tions- und Teamfähigkeit.

Voraussetzung für die Bewerbung ist eine abgeschlossene Berufs-
 lehre im Bereich der audiovisuellen Technik und eine mehrjährige
 Berufserfahrung auf dem Gebiet der Film- bzw. AV-Produktion.

Wenn Sie diese Stelle interessiert, richten Sie bitte Ihre Bewerbung
 mit den üblichen Unterlagen bis zum 20. Juni 01 an: Hochschule
 für Gestaltung und Kunst Zürich, Personalabteilung, Ausstellungs-
 strasse 60, 8031 Zürich

Hochschule für Gestaltung und Kunst Zürich

HGKZ

Für den Studienbereich Film/Video suchen wir auf den
 1. Oktober 2001 oder nach Vereinbarung eine

**Unterrichtsassistentz
 im technischen Bereich (50%)**

Zum Aufgabengebiet gehört das Recherchieren und Bearbeiten
 von Fragestellungen der Lehre im technischen Bereich, das
 Aufbereiten von filmtechnischem Basiswissen sowie die Mitarbeit
 bei angewandten Forschungs- bzw. Entwicklungsprojekten;
 dies in Zusammenarbeit mit der Studienbereichsleitung, der
 Produktionsleitung, den technischen MitarbeiterInnen und den
 Dozierenden.

- Wir erwarten:
- ein abgeschlossenes (Fach)-Hochschulstudium
 (vorzugsweise mit filmtechnischem Bezug)
- filmtechnische Praxis
- Interesse an pädagogischen Fragestellungen und an der
 Auseinandersetzung mit jungen Menschen über filmtechnische
 und -gestalterische Inhalte
- selbständiges Arbeiten, Flexibilität, Organisationstalent und
 Teamfähigkeit
- PC- und Mac-Anwenderkenntnisse

Wir bieten eine interessante und herausfordernde Tätigkeit in
 einem kleinen Team.

Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen sind bis zum 20. Juni
 2001 zu richten an: Hochschule für Gestaltung und Kunst Zürich,
 Personalabteilung, Unterrichtsassistentz SFV, 8031 Zürich

Pusan/Republic of Korea

9. - 17.11.2001
Pusan International Film Festival
 Spiel-, Dokumentar- und Kurzfilme
 in den Formaten, 35mm, 16mm und
 Beta SP.
 Anmeldung: 30.6.2001
 Yachting Center, Room 208
 #1393 Woo 1 Dong, Haeundaec-Gu
 Pusan 612-021 Republic of Korea
 Tel. 0082 51 747 30 10 / 11
 Fax 0082 51 747 30 12
 E-mail: piff00@piff.org
 www.piff.org

San Sebastian/Spain

20. - 29.9.2001
Festival internacional de Cine
 Compétition officielle: longs
 métrages de fiction, 35mm, n'ayant
 pas été présentés en compétition
 dans aucun autre festival compétitif.
 Compétition de 1e et 2e oeuvres:
 longs métrages de fiction de tout
 formats ("Prix Euskal Media"). Zone
 ouverte ("Zabaltegi"): films de fiction
 de haute qualité.
 Contact en Suisse:
 Alfredo Knuchel, Unterer Chaletweg
 1, 3072 Ostermundigen, tél. 031 934
 30 56, fax 031 934 30 57. e-mail:
 alfilm@bluewin.ch
 Inscription: 31.7.2001
 Plaza de Oquendo, s/n
 E-20004 Donostia - San Sebastián
 Tel. 0034 943 48 12 12
 Fax 0034 943 48 12 18
 E-mail:
 ssiff@sansebastianfestival.com
 www.sansebastianfestival.ya.com

Tokyo/Japan

27. - 4.11.2001
Tokyo International Film Festival
 Wettbewerb: Spielfilme, mind. 60',
 35mm, erste Teilnahme an einem
 internationalen Wettbewerb.
 Filmmarkt.
 Anmeldung: 14.7.2001
 Organizing Committee
 Landic Ginza Bldg. No. 2
 1-6-5 Ginza
 Chuo-Ku Tokyo 104-0061
 Japan
 Tel. 0081 3 35 63 63 05
 Fax 0081 3 35 63 63 10
 E-mail: film-program@tokyo-
 filmfest.or.jp
 www.tokyo-filmfest.or.jp

Toronto/Canada

6. - 15.9.2001
Toronto International Film Festival
 Kein Wettbewerb. Lange Spiel- und
 Dokumentarfilme, 35mm, 16mm,
 engl. UT. Diverse Sektionen: Masters,
 Reel to Reel, Famous Players,
 Contemporary World Cinema
 Anmeldung: 25.6.2001
 2 Carlton Street, 16th floor
 Toronto, Ontario
 Canada M5B 1J3
 Tel. 001 416 967 7371
 Fax 001 416 967 9477
 E-mail: tiff@torfilmfest.ca
 www.bell.ca/filmfest

Valladolid/Spain

26. - 3.11.2001
Semana Internacional de Cine
 Compétition: longs et courts
 métrages, 35mm. Sections
 informations: films d'écoles,
 documentaires, 35mm, 16mm. Films
 inédits en Espagne.
 Inscription: 30.6.2001
 Teatro Calderón
 4th Floor
 P.O. Box 646
 E-47003 Valladolid
 Tel. 0034 983 305 700 / 77 / 88
 Fax 0034 983 309 835
 E-mail: festvalladolid@seminci.com
 www.seminci.com

Wien/Austria

19. - 31.10.2001
Internationale Filmfestwochen Wien
 Ohne Wettbewerb. Spiel-, Dokumen-
 tar- und wenige Kurzfilme, 35mm.
 Österreichische Filme, Kinderfilm-
 festival, Sonderveranstaltungen.
 Anmeldung: 13.08.2001
 Viennale Büro
 Siebensterngasse 2
 A-1070 Wien
 Tel. 0043 1 526 59 47
 Fax 0043 1 523 41 72
 E-mail: office@viennale.at
 www.viennale.at

In Kürze / en bref

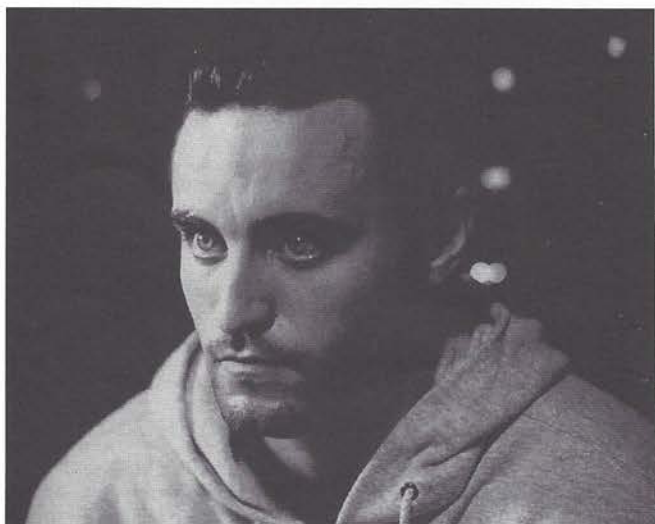
Alexandria/EG, 10. - 17.9.2001
 17th Alexandria International Film
 Festival
 Aubervilliers/F, 1. - 30.11.2001
 Festival de Films pour éveiller les
 regards
 Les Diablerets/CH, 23. - 30.9.2001
 32e Festival international du film
 Alpin
 Basel/CH, 24. - 28.10.2001
 21. Internationales Festival für Film,
 Video & neue Medien
 Denver/USA, 11. - 20.10.2001
 24th Denver International Film
 Festival
 Figueira da Foz/P, 6. - 16.9.2001
 30e Festival international de cinéma
 Freistadt/A, 22. - 26.8.2001
 Der Neue Heimatfilm
 Haifa/IL, 2. - 8.10.2001
 17th Haifa International Film Festival
 Hamburg/D, 24. - 30.9.2001
 9. Filmfest Hamburg
 Kalamata/GR, 21. - 27.10.2001
 4th Kalamata International
 Documentary Film Festival
 Kiev/RU, 20. - 28.10.2001
 31st Kiev International Film Festival
 Molodist
 Montpellier/F, 26.10. - 4.11.2001
 232e Festival international du cinéma
 méditerranéen
 Münster/D, 28.11. - 2.12.2001
 Filmfestival Münster
 Neubrandenburg/D, 10. - 14.10.2001
 dokumentART
 Ourense/E, 3. - 9.11.2001
 6th Ourense Film Festival
 Paris/F, 19. - 30.11.2001
 25e Festival International du Film
 d'Art et pédagogique
 Sitges/E, 4. - 13.10.2001
 34e Festival international du cinéma
 fantastic
 Umea/S, 13. - 19.9.2001
 16th International Film Festival
 Vancouver/CDN, 21.9. - 4.10.2001
 20th Vancouver International Film
 Festival
 Winterthur/CH, 8. - 11.11.2001
 5. Internationale Kurzfilmtage
 Winterthur

Pro Memoria

Locarno 2. - 12.8.2001
 54. Festival internazionale del film
 Locarno
 Les Diablerets 23. - 30.9.2001
 32e Festival International du Film
 Alpin
 Genève 22. - 28.10.2001
 7e Cinéma tout écran
 Basel 24. - 28.10.2001
 21. Internationales Festival für Film,
 Video & neue Medien VIPER 2001
 Bellinzona 17. - 24.11.2001
 Castellinaria Festival internazionale
 del cinema giovane
 Solothurn 15. - 20.1.2002
 37. Solothurner Filmtage
 Fribourg 10. - 17.3.2002
 16e Festival international de films de
 Fribourg
 Nyon 22. - 28.4.2002
 Visions du réel - Festival
 international du cinéma
 documentaire

Märkte/marchés

Cannes/France
 8. - 12.10.2001
 MIPCOM
 Reed Midem Organisation
 11, rue du Colonel Pierre Avia
 F-75015 Paris
 tél. 0033 1 41 90 45 80
 fax 0033 1 41 90 45 70



«Roberto Succo» de Cédric Kahn

CB Produktion 2001 CB production 2001

CB Nr.	Monat	Red. I	Red. II	Inserate/ Annonces
310	Aug.	3. Juli	10. Juli	11. Juli
311	Sept.	7. Aug.	14. Aug.	15. Aug.
312	Okt.	4. Sept.	11. Sept.	12. Sept.
313	Nov.	2. Okt.	9. Okt.	10. Okt.
314	Dez.	6. Nov.	13. Nov.	14. Nov.

Red. I: redaktionelle Texte zum Übersetzen / *articles rédactionnels à traduire*
 Red. II: alle Texte inkl. Übersetzungen für communications / *textes pour les communications (traduction incluse)*

Impressum

Ciné-Bulletin

6-7/2001 N° 308-309 Juni-Juli/juin-juillet 2001

Revue suisse des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel
Éditée en collaboration avec les associations professionnelles et les institutions du cinéma membres du Comité de patronage de CB.

Zeitschrift der Schweizer Film- und Audiovisionsbranche
Herausgegeben in Zusammenarbeit mit den Berufsverbänden und Filminstitutionen der Trägerschaft CB

Ciné-Bulletin erscheint als Beilage zu FILM

Herausgeber/editeur:
Stiftung Ciné-Communication

Verlagsleitung:
Kathrin Müller; Tel. 01/245 84 85
E-Mail: verlag@film.ch

Chefredaktion/rédaction en chef:
Françoise Deriaz

Redaktion/rédaction:
Wolfram Knorr, Zürich
Thomas Allenbach, Zürich
Stéphane Gobbo, Lausanne
Aurélien Lebreau, Lausanne

Collaboration/Mitarbeit:
Micha Schiwow

Übersetzungen/traductions:
Jean-Luc Gemperlé, Claudine Kallenberger

Layoutdesign:
Peter Schöll, Oliver Slappnig

Adresse redaktion/Adresse rédaction:
Ciné-Bulletin
Case postale 271
1000 Lausanne 9
Tél. 021/351 26 70, fax 021/323 59 45
E-Mail: redaction@film.ch ou cb@film.ch

Redaktion Deutschschweiz:
Tel. 01/204 17 80, fax 01/280 28 50

Koordination der Mitglieder der Trägerschaft/Coordination des membres du Comité de patronage:
Annemarie Schoch (Dienstag/Donnerstag)
Schweizerisches Filmzentrum
Neugasse 6 - Postfach
8031 Zürich
Tel. 01/272 61 71, Fax 01/272 53 50
Tel. 01/272 53 30 (Filmzentrum)
E-Mail: cinebulletin@swissfilms.ch

Annonces, Inserateannahme:
S. & P. Franzoni
Pleggasse 493, 5075 Reitnau
Tel. 062/726 00 00 Fax 062/726 00 02
E-Mail: franzoni@swissonline.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Katja Spilker, Abodienst FILM/CB
Zollikofer AG, Postfach, 9001 St. Gallen

Abo-Hotline: Ciné-Bulletin/FILM
Tel. 0848 800 802

Nachdruck nur mit Genehmigung der Redaktion und mit Quellenangabe gestattet/Reproduction uniquement autorisée avec l'accord de la rédaction et avec la citation de la source.

ISSN 1018-2098

Redaktionsschluss der nächsten Nummern/ Délai de rédaction des prochains numéros:

N° 310 - August/ août 2001
Redaktion/rédaction: 3. Juli / 3 juillet
Inserate/annonces: 13. Juli / 13 juillet
N° 311 - September / septembre 2001
Redaktion/rédaction: 7. August / 7 août
Inserate/annonces: 17. August / 17 août

Beteiligte Verbände und Institutionen/Associations et institutions participantes

Agence suisse du court métrage /
Kurzfilmagentur Schweiz
Swiss short film agency
Philippe Clivaz,
Maupas 2, 1004 Lausanne
Tél. 021/311 09 06, Fax 021/311 03 25
E-Mail: agency@filmnet.ch
www.shortfilm.ch

ARC Association romande du cinéma
Les Jordils, 1602 La Croix (Lutry)
Tél./Fax 021/792 11 46
E-Mail: arc@pingnet.ch

Bundesamt für Kultur /
Office fédéral de la culture
Hallwylstrasse 15, Postfach
3003 Bern, Tel. 031/322 92 71
Fax 031/322 57 71, E-Mail:
CINEMA.FILM@bak.admin.ch

Cinélibre - Association suisse de
promotion et d'animation ciné-
matographique / Verband Schweizer
Filmklubs und nichtkommerzieller
Spielstellen
Sekretariat: Dominique Béot
Langstr. 64, Postfach, 8026 Zürich
Tel. 01/242 38 50, Fax 01/242 19 39
E-Mail: cinelibre@gmx.ch

Cinémathèque suisse /
Schweizer Filmarchiv
3, allée Ernest-Ansermet
Case ville 2512, 1002 Lausanne
Tél. 021/331 01 01, Fax 021/320 48 88

Cinéma tout écran
Maison des arts du Grütli
16, rue Général-Dufour
Case postale 5305, 1211 Genève 11
Tél. 022/800 15 54, Fax 022/329 37 47
E-Mail: info@cinema-tout-ecran.ch
www.cinema-tout-ecran.ch

Images' Cinéma, Cinérides SA
6, rue J.J.-Rousseau
1800 Vevey,
Tél. 021/925 88 99, Fax 021/925 88 77
E-Mail: cinerive@urbanet.ch

EuroInfo / MEDIA Desk Schweiz
Zinggstr. 16
3007 Bern
Tel. 031/372 40 50, Fax 031/ 372 41 15
E-Mail: info@euroinfo.ch
www.euroinfo.ch

Festival international de films de
Fribourg
8, rue Locarno
1700 Fribourg
Tél. 026/322 22 32, Fax 026/322 79 50
E-Mail: info@fiff.ch
www.fiff.ch

Festival internazionale
del film Locarno
Via B. Luini 3a, 6601 Locarno
Tel. 091/756 21 21, Fax 091/756 21 49
E-Mail: info@pardo.ch
www.pardo.ch

Film Location Switzerland
P.O. Box 73
1000 Lausanne 30 Grey
Tél. 021/648 03 80, Fax 021/648 03 81
E-Mail: info@filmlocation.ch
www.filmlocation.ch

Focal, Fondation de formation
continue pour le cinéma et
l'audiovisuel / Stiftung Weiterbildung
Film und Audiovision
2, rue du Maupas,
1004 Lausanne
Tél. 021/312 68 17, Fax 021/323 59 45
E-Mail: info@focal.ch / www.focal.ch

Groupement suisse du film
d'animation (GSFA) /
Schweizer Trickfilmgruppe (STFG),
Sekretariat:

M^{me} Béatrice Reichhart
Coumin-Dessus, 1529 Cheiry
Tél. 026/668 28 48, Fax 026/668 28 58
E-Mail: gsfa-stfg@com.mcnet.ch
www.filmnet.ch/gsfa/hpf.htm

Memoriav - Verein zur Erhaltung des
audiovisuellen Kulturgutes der
Schweiz / Association pour la
sauvegarde de la mémoire audio-
visuelle suisse
Giacomettistr. 1 Postfach
3000 Bern 15
Tel. 031/350 97 60, Fax 031/350 97 64
E-Mail: infos@memoriav.ch
www.memoriav.ch

Pro Litteris - Schweizerische
Urheberrechtsgesellschaft für
Literatur und bildende Kunst,
Universitätstrasse 94 - 96, Postfach
8033 Zürich
Tel. 01/368 15 15
Fax 01/368 15 68,
E-Mail: mail@prolitteris.ch
www.prolitteris.ch

SRG-SSR idée suisse
Koordination: Tiziana Mona, Leiterin
Stab TV / Affaires générales TV
Giacomettistrasse 3, Postfach
3000 Bern 15
Tel. 031/350 91 60 Fax 031/350 94 48;
E-Mail: webmaster@srg-ssr-idee-
suisse.ch
www.srg-ssr.ch

Schweizerischer Verband der
FilmproduzentInnen (SFP) /
Association suisse des producteurs
de films (SFP)
Sekretariat: Thomas Tribolet
Zinggstrasse 16, 3007 Bern
Tel. 031/372 40 01, Fax 031/372 40 53
E-Mail: advocomplex@bluewin.ch

Schweizerischer Filmverleiher
Verband (SFV) / Association suisse
des distributeurs de films (ASDF),
Schwarztorstrasse 56,
Postfach 8175, 3001 Bern
Tel. 031/387 37 02, Fax 031/387 37 14

S.C.S. Swiss Cinematographer's
Society / Société suisse des chefs
opérateurs
16, chemin du Trabandan
1006 Lausanne
Tél. 021/311 02 52, Fax 021/311 02 52
E-Mail: derryf@urbanet.ch

Swiss Film and Video Producers
(SFVP) / Schweizer Film- und Video-
Produzenten / Producteurs suisses
film et vidéo / Produttori Svizzeri
Film e video, Sekretariat: Urs Wackerli
Weinbergstrasse 31, 8006 Zürich
Tel. 01/266 64 46, Fax 01/262 29 96
www.filmproducers.ch
E-Mail: info@filmproducers.ch

Schweizerischer Kino Verband (SKV)/
Association cinématographique
suisse (ACS)
Martin Hellstern, Casella postale 145
6949 Comano, Tel. 091/935 09 51
Fax 091/935 09 59

Schweizerisches Filmzentrum /
Centre suisse du cinéma
Neugasse 6, Postfach, 8031 Zürich
Tel. 01/272 53 30,
Fax 01/272 53 50
E-Mail: info@swissfilms.ch
www.swissfilms.ch

Société suisse des auteurs (SSA)
12/14, rue Centrale, Case postale
3893, 1002 Lausanne,
Tél. 021/313 44 55
Fax 021/313 44 56
E-Mail: info@ssa.ch
www.ssa.ch

Schweizerische Gesellschaft
Solothurner Filmtage /
Société des journées cinématogra-
phiques de Soleure
Untere Steingrubenstr. 19
Postfach 140, 4504 Solothurn
Tel. 032/625 80 80, Fax 032/623 64 10
E-Mail: info@solothurnerfilmtage.ch
www.solothurnerfilmtage.ch

Schweizer Syndikat Film und Video
(SSFV) / Syndicat suisse film et vidéo
(SSFV), Sekretariat, Josefstrasse 106
Postfach 3274, 8031 Zürich
Tel. 01/272 21 49, Fax 01/271 33 50
E-Mail: ssv@compuserve.com
www.ssv.ch

SSV Schweizer Studiofilm Verband
Schweizer Sektion der C.I.C.A.E. /
ASCA Association suisse du cinéma
d'art; Séction suisse de la C.I.C.A.E.
Bea Cuttat (Präsidium und Ge-
schäftsstelle)
Gasometerstr. 9, 8005 Zürich
Tel. 01/440 25 44, Fax 01/440 26 52

Suissimage, Schweizerische
Gesellschaft für die Urheberrechte an
audiovisuellen Werken / Société
suisse pour la gestion des droits
d'auteurs et d'œuvres audiovisuelles
Neuengasse 23, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031/312 11 06, Fax 031/311 21 04
E-Mail: mail@suissimage.ch
www.suissimage.ch

Schweizerischer Verband der
Filmjournalistinnen und
Filmjournalisten (SVFJ) / Association
suisse des journalistes
cinématographiques (ASJC)
Sekretariat: Sibylle Matt,
Lerberstrasse 12, 3013 Bern
Tel. und Fax 031/333 29 25
E-Mail: svfj@email.ch

Swissperform - Gesellschaft für
Leistungsschutzrechte /
Société pour les droits voisins
Utoquai 43, Postfach 221, 8024 Zürich,
Tel. 01/261 50 10, Fax 01/360 41 35,
E-Mail: info@swissperform.ch
www.swissperform.ch

Verband Filmregie und Drehbuch
Schweiz (FDS) / Association suisse
des réalisatrices et réalisateurs de
films (ARF), Clausiusstr.68, Postfach,
8033 Zürich
Tel. 01/253 19 88, Fax 01/253 19 48
E-Mail: info@realisateurs.ch
www.realisateurs.ch/
www.realisateurs.ch/f

Verband Schweizerischer Film-
technischer und Audiovisueller
Betriebe (FTB) / Association suisse
des industries techniques de l'image
et du son (ASITSI), Sekretariat:
Philippe Probst
Konsumstrasse 16a, 3007 Bern
Tel. 031/382 44 33, Fax 031/382 46 42

VIPER - Internationales Festival für
Film, Video und neue Medien /
Festival international du film, de la
vidéo et nouveaux médias
St. Alban-Rheinweg 64
Postfach, CH-4002 Basel
Tel. 061/283 27 00, Fax 061/283 27 05
E-Mail: info@viper.ch
www.viper.ch

Visions du réel - Festival interna-
tional du cinéma documentaire,
Case postale 593, 1260 Nyon
Tél. 022/361 60 60, Fax 022/361 70 71
E-Mail: docnyon@visionsdureel.ch
www.visionsdureel.ch

721 0000

Feel the SPIRIT

Commercials

Mastering

Feature Films

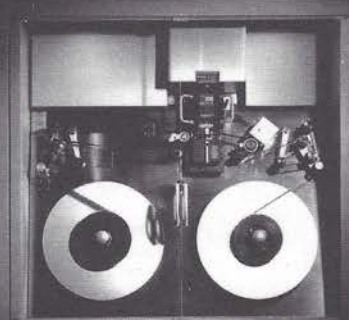
Compositing

Music Clips

Titel design

Image Films

Subtitling

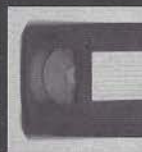


Egli Film & Video AG mit SPIRIT DataCine.
Sie erhalten reinste und schärfste Transfer-Höchstqualität.

Für



Film



Video



DVD

